

Rapport Financier Semestriel 2019

Incluant :

- Rapport Semestriel d'Activité 2019
- Etats Financiers Consolidés résumés au 30 Juin 2019
- Rapport des Commissaires aux Comptes sur l'Information Financière Semestrielle 2019
- Déclaration des Personnes Responsables du Rapport Financier Semestriel 2019

COMMUNIQUÉ DE PRESSE

Paris, le 25 juillet 2019

Résultats du 1^{er} semestre 2019 : solide performance

Croissance interne des ventes : +3,5%

Progression du résultat d'exploitation¹ : +8,3%

Hausse du résultat net courant par action : +17,6%

- Croissance interne de +3,5% avec une progression des prix de +2,3% dans un environnement de coûts moins inflationniste ; hausse des volumes de +1,2% malgré un effet jours ouvrés négatif
- Résultat d'exploitation de 1 638 M€ en augmentation de +8,2% en réel et de +8,3% à structure et taux de change comparables. Gain de 30 points de base sur la marge d'exploitation² à 7,6%
- Hausse du résultat net courant de +16,7%
- Mise en place rapide du programme « *Transform & Grow* » : (1) forte dynamique d'optimisation du portefeuille avec des cessions déjà réalisées ou signées représentant un chiffre d'affaires de plus de 2,8 milliards d'euros et (2) objectif d'économies de coûts en 2019 relevé de plus de 50 millions d'euros à plus de 80 millions d'euros
- Confirmation des objectifs pour l'année 2019

(en millions d'euros)	S1 2018 Retraité ³	S1 2019	Variation	Variation à données comp.
Chiffre d'affaires	20 787	21 677	4,3%	3,5%
Résultat d'exploitation	1 514	1 638	8,2%	8,3%
EBITDA⁴	2 230	2 417	8,4%	
Résultat Net courant⁵	809	944	16,7%	
Cash flow libre⁶	492	690	40,2%	

1. A données comparables

2. Marge d'exploitation = Résultat d'exploitation / Chiffre d'affaires

3. Les comptes du premier semestre 2018 sont retraités, en application de la norme IFRS 16, avec effet rétroactif au 1^{er} janvier 2018 (Cf. communiqué du 1^{er} juillet 2019)

4. EBITDA = résultat d'exploitation + amortissements d'exploitation - pertes et profits hors exploitation (hors Sika)

5. Résultat net courant : résultat net (part du Groupe) hors plus ou moins-values de cessions, dépréciations d'actifs, provisions non récurrentes significatives et résultat Sika

6. Cash flow libre = EBITDA - amortissements des droits d'usage + résultat financier hors Sika + impôts sur les résultats - investissements corporels et incorporels hors capacités additionnelles + variation du besoin en fonds de roulement

Pierre-André de Chalendar, Président-Directeur Général de Saint-Gobain, a déclaré :

« Le Groupe signe des résultats semestriels en nette progression, portés par la poursuite des bonnes tendances de nos principaux marchés, un écart prix-coûts positif et les avancées très significatives de notre plan de transformation qui apporte les effets attendus plus vite que prévu. L'accélération de la rotation du portefeuille communiquée il y a un an se poursuit et nous dépasserons les 3,0 milliards d'euros de chiffre d'affaires de cessions à fin 2019. Pour l'ensemble de l'année, le Groupe confirme ses objectifs et anticipe pour le second semestre, dans un contexte de marché globalement moins porteur, une progression du résultat d'exploitation à structure et taux de change comparables par rapport au second semestre 2018. »

Benoit Bazin, Directeur Général Délégué de Saint-Gobain, a déclaré :

« Grâce à notre nouvelle organisation, opérationnelle depuis le 1^{er} janvier, l'engagement de nos équipes sur le terrain porte ses fruits. Le programme d'optimisation du portefeuille et les 250 millions d'euros d'économies additionnelles sont mis en œuvre avec agilité et détermination, comme en témoigne l'accélération sur 2019 avec un objectif que nous relevons de plus de 50 à plus de 80 millions d'euros d'économies. Au total, nous sommes très confiants dans la capacité de « Transform & Grow » à donner un nouvel élan à la croissance et à la rentabilité du Groupe. »

Performances opérationnelles

Le Groupe réalise au premier semestre un **chiffre d'affaires** de **21 677 millions d'euros** en hausse de +4,3% à données réelles et **+3,5% à données comparables** par rapport au premier semestre 2018. La croissance interne est tirée à la fois par les prix (+2,3%), dans un contexte légèrement moins inflationniste, ainsi que par les volumes (+1,2%). La croissance de nos principaux marchés a été atténuée par un effet jours ouvrés de -1% au deuxième trimestre sur une base de comparaison élevée l'an passé.

L'effet périmètre contribue légèrement à la croissance totale à hauteur de +0,2%, les acquisitions faisant plus que compenser le programme de cessions sur le semestre compte tenu des dates de transaction respectives : notamment la Canalisation en Chine à Xuzhou, le carbure de silicium, ainsi que les activités d'installation verrière au Royaume-Uni et de transformation en Suède et en Norvège. Les acquisitions reflètent l'intégration de sociétés dans de nouvelles niches technologiques ou de services (isolation technique Kaimann), en Asie et pays émergents (adhésifs Join Leader) et la consolidation de nos positions fortes (plafonds de spécialité Hunter Douglas).

La croissance du chiffre d'affaires bénéficie également d'un **effet de change** positif à +0,6%, notamment lié à l'appréciation du dollar américain par rapport à l'euro, malgré la dépréciation du réal brésilien, des couronnes des pays nordiques et d'autres devises dans les pays émergents.

Le résultat d'exploitation du Groupe progresse de +8,3% à données comparables. **La marge d'exploitation gagne 30 points de base à 7,6%.**

L'accélération de la transformation du Groupe se poursuit :

- Les cessions réalisées ou signées à ce jour représentent un chiffre d'affaires supérieur à 2,8 milliards d'euros, d'ores et déjà proche de l'objectif à fin 2019 de plus de 3 milliards d'euros. L'effet sur la marge d'exploitation en année pleine est de plus de 40 points de base, atteignant déjà l'objectif du programme « Transform & Grow » d'une progression de 40 points de base de la marge d'exploitation.
- Le programme de 250 millions d'euros d'économies de coûts supplémentaires d'ici 2021 lié à la nouvelle organisation se concrétise de manière plus rapide qu'initialement prévu avec un calendrier accéléré : plus de 80 millions d'euros en 2019 (contre plus de 50 millions d'euros initialement), dont 35 millions d'euros au premier semestre 2019, 150 millions d'euros au total en 2020 (contre 120 millions d'euros initialement).

Performance par segment (chiffre d'affaires à données comparables)

Le chiffre d'affaires **des Solutions de Haute Performance (SHP)** progresse de +1,0% en croissance interne, tiré par la bonne progression des prix. Les volumes sont en légère baisse, affectés par le fort retrait du marché de l'automobile depuis l'été 2018, ainsi que par le repli des Céramiques sur une base de comparaison élevée l'an passé. La marge d'exploitation s'établit à 13,0%, contre 14,4% au premier semestre 2018, qui était marqué par un marché automobile encore dynamique et un niveau élevé des Céramiques. La marge progresse nettement par rapport au niveau du second semestre 2018 de 12,4%.

- Le chiffre d'affaires de **Mobilité** est stable dans un environnement difficile sur le marché de l'automobile. La stratégie de différenciation vers les produits à plus forte valeur ajoutée continue de porter ses fruits. Malgré une poursuite du repli en Europe et en Chine, l'activité progresse dans les Amériques en particulier soutenue par des gains de parts de marché. Nos activités sur le marché de l'aéronautique sont en nette progression.
- Les activités servant l'**Industrie** enregistrent un chiffre d'affaires globalement satisfaisant du fait d'une base de comparaison élevée au premier semestre 2018 dans les Céramiques.
- Les activités servant l'**Industrie de la construction** progressent nettement, à la fois sur les marchés américains et européens, bénéficiant de gains de parts de marché, des bonnes tendances des solutions d'isolation thermique par l'extérieur (ETICS) et des acquisitions récentes.
- Les **Sciences de la vie** continuent d'afficher une très forte croissance dans le secteur pharmaceutique et médical pour les composants à usage unique.

L'Europe du Nord poursuit sur sa bonne dynamique de l'année 2018 et progresse de +3,6%, malgré un effet jours ouvrés plus défavorable que pour l'ensemble du Groupe et une base de comparaison élevée au deuxième trimestre 2018 qui avait été marqué par un rattrapage des ventes après les conditions climatiques rigoureuses du début d'année 2018. La Distribution enregistre un bon premier semestre et l'industrie progresse, en particulier dans le Gypse et l'Isolation.

Les ventes dans les pays nordiques connaissent un très bon début d'année dans tous les principaux métiers et pays, en particulier dans la Distribution, bénéficiant de son exposition au marché de la rénovation qui maintient une bonne dynamique. Le Royaume-Uni se dégrade dans un environnement économique incertain, avec une baisse au deuxième trimestre plus particulièrement marquée dans la Distribution. Les ventes en Allemagne progressent. L'Europe de l'Est se développe dans tous les principaux pays, bénéficiant également d'une base de comparaison aisée avec la réparation l'an dernier de deux usines *floats* en Pologne et en Roumanie.

La marge d'exploitation de la région progresse fortement à 6,0% contre 5,2% au premier semestre 2018, tirée par un bon début d'année en volumes, un différentiel prix-coûts matières premières et énergie positif et une bonne performance industrielle.

L'Europe du Sud - Moyen-Orient & Afrique enregistre une hausse de +4,3% en amélioration par rapport aux tendances de l'année 2018. La Distribution tire la croissance ; les métiers industriels progressent, en particulier l'Isolation, le Gypse et les Mortiers. La Canalisation affiche une légère hausse des ventes et poursuit avec succès ses efforts de compétitivité.

La France connaît un très bon premier semestre soutenu par un marché de la construction porteur sur le segment de la rénovation et une base de comparaison aisée en 2018. Par métier, la Distribution affiche une forte dynamique et des gains de parts de marché, tout comme l'Isolation qui enregistre une croissance à deux chiffres, tirant parti d'une forte demande en rénovation énergétique. Parmi les autres pays, l'Espagne affiche une forte croissance, tandis que le Benelux et l'Italie progressent moins fortement. Le Moyen-Orient et l'Afrique s'inscrivent en repli sur le semestre, tout particulièrement en Turquie qui connaît un contexte très difficile.

La marge d'exploitation de la région progresse nettement à 5,0% contre 4,4% au premier semestre 2018, soutenue par une forte amélioration de la France.

Les Amériques affichent une croissance interne de +2,6%.

L'Amérique du Nord continue de bénéficier d'un effet prix satisfaisant, dans un contexte de poursuite de l'inflation des coûts de certaines matières premières, au détriment des volumes sur une base de comparaison élevée au deuxième trimestre. Les Produits d'extérieur se stabilisent malgré un fort effet prix. Bien orientés dans l'Isolation, les prix sont plus disputés dans le métier du Gypse, tandis que les volumes restent globalement hésitants. L'Amérique latine poursuit sa dynamique, en particulier dans le Vitrage bâtiment et les Mortiers ; dans un environnement macroéconomique quelque peu incertain, le Brésil affiche une belle croissance au-delà de la tendance du marché sur le semestre, bénéficiant des synergies d'équipes commerciales liées à la nouvelle organisation. La marge d'exploitation de la région s'inscrit à 9,0% au premier semestre 2019 contre 9,1% au premier semestre 2018.

L'Asie-Pacifique enregistre une croissance interne de +6,0% du fait d'une dynamique soutenue dans le Gypse et les Mortiers notamment.

L'Inde bénéficie de ventes additionnelles à la suite du démarrage de son 5^e *float* et le Gypse continue sa croissance à deux chiffres. Parmi les autres pays d'Asie, la Chine enregistre un bon semestre marqué par le démarrage d'une nouvelle usine de plâtre et une forte croissance dans les Mortiers. L'Asie du Sud-Est fait face à un environnement très compétitif pesant sur les prix de vente. La marge d'exploitation de la région progresse à 9,5% contre 9,3% au premier semestre 2018.

Analyse des comptes consolidés du premier semestre 2019

Les comptes consolidés non audités du premier semestre 2019 ont fait l'objet d'un examen limité par les commissaires aux comptes et ont été arrêtés par le Conseil d'administration réuni le 25 juillet 2019. Les comptes du premier semestre 2018 sont retraités, en application de la norme IFRS 16, avec effet rétroactif au 1^{er} janvier 2018 (Cf. communiqué du 1^{er} juillet 2019).

En millions d'euros	S1 2018 Retraité (A)	S1 2019 (B)	Variation % (B)/(A)	S1 2018 Publié
Chiffre d'affaires et produits accessoires	20 787	21 677	4,3%	20 787
Résultat d'exploitation (RE)	1 514	1 638	8,2%	1 469
Amortissements d'exploitation	949	947	-0,2%	601
Pertes et profits hors exploitation (PPHE) hors Sika	-233	-168	n.s.	-234
EBITDA	2 230	2 417	8,4%	1 836
PPHE Sika	180			180
Plus et moins-values de cessions, dépréciations d'actifs, frais d'acquisition de sociétés et compléments de prix	-295	-217	n.s.	-296
Résultat opérationnel	1 166	1 253	7,5%	1 119
Résultat financier	354	-250	n.s.	392
Dividende Sika	0	28	n.s.	0
Impôts sur les résultats	-266	-318	19,5%	-265
Sociétés mises en équivalence	0	1	n.s.	0
Résultat net de l'ensemble consolidé	1 254	714	-43,1%	1 246
Part revenant aux intérêts minoritaires	27	25	-7,4%	27
Résultat net de l'ensemble consolidé part du Groupe	1 227	689	-43,8%	1 219
BNPA (Bénéfice Net Par Action)² (en €)	2,24	1,27	-43,3%	2,23
Résultat net courant¹	809	944	16,7%	802
BNPA (Bénéfice Net Par Action)² courant¹ (en €)	1,48	1,74	17,6%	1,47
Autofinancement ³	1 766	1 895	7,3%	1 410
Autofinancement hors impôts / plus-values⁴	1 754	1 883	7,4%	1 398
EBITDA	2 230	2 417	8,4%	1 836
Amortissements des droits d'usage	357	340	-4,8%	0
Résultat financier hors Sika	-247	-250	n.s.	-247
Impôts sur les résultats	-266	-318	19,5%	-265
Investissements corporels	561	610	8,7%	561
<i>dont capacités additionnelles</i>	211	220	4,3%	257
Investissements incorporels	76	72	-5,3%	76
Variation du Besoin en fonds de roulement ⁵	-442	-357	-19,2%	-442
Cash flow libre⁶	492	690	40,2%	502
Taux de conversion de cash flow libre⁷	26,3%	33,2%	n.s.	27,3%
Investissements en location	430	353	-17,9%	0
Investissements en titres ⁸	1 289	158	n.s.	1 289
Endettement net de l'ensemble consolidé	12 380	12 617	1,9%	9 294

- Résultat net courant : résultat net (part du Groupe) hors plus ou moins-values de cessions, dépréciations d'actifs, provisions non récurrentes significatives et résultat Sika
- Calculé sur le nombre de titres en circulation au 30 juin (543 444 874 actions en 2019, contre 546 918 263 actions en 2018)
- Autofinancement = Autofinancement hors provisions non récurrentes significatives
- Autofinancement hors impôts / plus-values = (3) - effet fiscal des plus ou moins-values de cessions, dépréciations d'actifs et provisions non récurrentes significatives
- Variation du besoin en fonds de roulement : sur 12 mois (Cf. Annexe 4, en bas du tableau de financement)
- Cash flow libre = EBITDA - amortissements des droits d'usage + résultat financier hors Sika + impôts sur les résultats - investissements corporels et incorporels hors capacités additionnelles + variation du besoin en fonds de roulement
- Taux de conversion de cash flow libre = cash flow libre / EBITDA hors amortissements des droits d'usage
- Investissements en titres : 158 millions d'euros au S1 2019, dont 145 millions d'euros de sociétés consolidées

Le **chiffre d'affaires** du Groupe progresse à données comparables de +3,5%, tiré à la fois par les prix (+2,3%) et par les volumes (+1,2%). En réel, le chiffre d'affaires s'inscrit en hausse de +4,3% avec un **effet de change** de +0,6%, notamment lié à l'appréciation du dollar américain par rapport à l'euro, malgré la dépréciation du réal brésilien, des couronnes des pays nordiques et d'autres devises dans les pays émergents. **L'effet périmètre** affiche +0,2%, les acquisitions faisant plus que compenser le programme de cessions. Les acquisitions reflètent l'intégration de sociétés dans de nouvelles niches technologiques ou de services, en Asie et pays émergents et la consolidation de nos positions fortes.

Le **résultat d'exploitation** du Groupe progresse de +8,2% en réel et de +8,3% à données comparables. La marge d'exploitation gagne 30 points de base à 7,6%. **L'EBITDA** s'inscrit en hausse de +8,4% à 2 417 millions d'euros et la marge d'EBITDA progresse à 11,2% du chiffre d'affaires contre 10,7% au premier semestre 2018.

Les pertes et profits hors exploitation s'établissent à -168 millions d'euros contre -53 millions d'euros au premier semestre 2018 qui intégrait +180 millions d'euros liés à l'opération Sika (soit -233 millions d'euros hors ce produit exceptionnel). Le montant du premier semestre 2019 s'inscrit ainsi en nette amélioration sur une base normalisée, malgré la prise en compte de -51 millions d'euros de charges de restructuration liées à la mise en place du programme « *Transform & Grow* ». La dotation de 45 millions d'euros au titre de la provision sur les litiges liés à l'amiante chez CertainTeed aux Etats-Unis reste inchangée par rapport aux derniers semestres.

Les plus et moins-values de cessions, les dépréciations d'actifs et les frais d'acquisitions de sociétés s'inscrivent, en net, à -217 millions d'euros contre -295 millions d'euros au premier semestre 2018. Au premier semestre 2019, ce poste comprend principalement les dépréciations d'activités en cours de cession. **Le résultat opérationnel** progresse ainsi de +7,5% à 1 253 millions d'euros.

Le résultat financier reste quasi stable hors Sika à -250 millions d'euros contre -247 millions d'euros au premier semestre 2018. Le dividende reçu de Sika atteint 28 millions d'euros, tandis que le premier semestre 2018 avait bénéficié d'un gain de 601 millions d'euros lié à l'opération Sika. Le taux d'impôt sur le résultat net courant reste stable à 25%. **Les impôts sur les résultats** s'élèvent à -318 millions d'euros (-266 millions d'euros au premier semestre 2018).

Le résultat net courant (hors plus et moins-values, dépréciations d'actifs, provisions non récurrentes significatives et résultat Sika) ressort à 944 millions d'euros, en progression de +16,7%. **Le résultat net part du Groupe** se replie de -43,8% à 689 millions d'euros compte tenu du gain réalisé au premier semestre 2018 sur l'opération Sika (781 millions d'euros).

L'autofinancement s'améliore de +7,3% à 1 895 millions d'euros (1 766 millions d'euros au premier semestre 2018) ; avant impact fiscal des plus et moins-values de cessions, dépréciations d'actifs et provisions non récurrentes significatives, il progresse de +7,4% à 1 883 millions d'euros (1 754 millions d'euros au premier semestre 2018).

Le **cash flow libre** bondit de +40,2% à 690 millions d'euros (3,2% du chiffre d'affaires contre 2,4% au premier semestre 2018) grâce à une génération de cash améliorée et à une moindre hausse du besoin en fonds de roulement sur douze mois.

Les investissements corporels et incorporels s'établissent à 682 millions d'euros (dont 220 millions d'euros de capacités additionnelles pour la croissance interne) et restent stables en pourcentage des ventes à 3,1%.

Les investissements en titres s'élèvent à 158 millions d'euros (contre 1 289 millions d'euros au premier semestre 2018 qui intégrait Sika pour 933 millions d'euros) pour développer des niches innovantes (American Seal) et les positions du Groupe en pays émergents (plaque de plâtre au Mexique). **L'endettement net** s'inscrit en très légère hausse de 12,4 au 30 juin 2018 retraité à 12,6 milliards d'euros au 30 juin 2019, les acquisitions sur les 12 derniers mois représentant 568 millions d'euros et les cessions 311 millions d'euros. L'endettement net représente 68% des fonds propres (capitaux propres de l'ensemble consolidé), contre 65% au 30 juin 2018 retraité. **Le ratio « endettement net sur EBITDA des 12 derniers mois glissants »** s'établit à 2,6 au 30 juin 2019 contre 2,7 au 30 juin 2018 retraité.

Litiges liés à l'amiante aux Etats-Unis

Le nombre de nouveaux litiges reçus par CertainTeed au premier semestre 2019 est stable à environ 1 300.

Dans le même temps, environ 1 200 plaintes ont fait l'objet de transactions (contre 1 500 au premier semestre 2018), ce qui porte le stock de litiges en cours au 30 juin 2019 à environ 32 700, un niveau proche de celui de fin décembre 2018 (32 600).

Le montant total des indemnités versées au cours des douze derniers mois aux Etats-Unis s'établit à 69 millions de dollars à fin juin 2019, contre 67 millions de dollars pour l'année 2018.

Priorités stratégiques et perspectives 2019

Le Groupe a poursuivi au cours du premier semestre 2019 la mise en œuvre de ses priorités stratégiques :

- 155 millions d'euros d'économies de coûts (hors « *Transform & Grow* ») par rapport au premier semestre 2018 ;
- 10 acquisitions pour 145 millions d'euros représentant en année pleine un chiffre d'affaires de 108 millions d'euros et un EBITDA de 19 millions d'euros ;
- Cessions réalisées ou signées à ce jour pour un chiffre d'affaires de plus de 2,8 milliards : au cours du premier semestre 2019, cessions du carbure de silicium et des activités de transformation verrière en Suède et Norvège ; signature d'accords sur les cessions de la Distribution en Allemagne, d'Optimera Danemark et de DMTP en France. En 2018, cessions de la Canalisation en Chine à Xuzhou, des mousses isolantes EPS en Allemagne et des activités d'installation verrière au Royaume-Uni ;
- Revue stratégique du portefeuille d'activités en cours dans le cadre de la nouvelle organisation qui débouchera sur une dynamique additionnelle de cessions et d'acquisitions ;
- 6,5 millions de titres rachetés pour 212 millions d'euros, contribuant à baisser le nombre de titres en circulation à 543,4 millions de titres à fin juin 2019 (contre 546,9 millions de titres à fin juin 2018).

Le Groupe confirme ses perspectives pour l'ensemble de l'année 2019 :

- **Solutions de Haute Performance** : les marchés industriels devraient rester satisfaisants notamment aux Etats-Unis, en dépit du recul du marché automobile en Europe et en Chine ;
- **Europe du Nord** : en progression, malgré un Royaume-Uni plus difficile ;
- **Europe du Sud - Moyen-Orient & Afrique** : croissance attendue globalement dans la région, avec pour le second semestre une moindre contribution du neuf et un marché de la rénovation solide en particulier en France.
- **Amériques** : stabilisation en Amérique du Nord et environnement plus incertain en Amérique latine ;
- **Asie-Pacifique** : poursuite de la croissance.

Le Groupe rappelle ses **priorités d'actions** définies en février :

- sa **priorité aux prix de vente** ;
- son **programme d'économies de coûts** afin de dégager sur l'ensemble de l'année environ **300 millions d'euros** d'économies supplémentaires par rapport à la base des coûts de 2018, ainsi que **plus de 80 millions d'euros dès 2019** dans le cadre du Plan « *Transform & Grow* » ;
- son **programme d'investissements corporels et incorporels** à un niveau proche de 2018, avec une priorité aux investissements de croissance hors Europe occidentale et une focalisation particulière sur la productivité et la poursuite de la transformation digitale ;
- son **engagement en investissements R&D** pour soutenir sa stratégie de différenciation et de solutions à plus forte valeur ajoutée ;
- sa **priorité à la génération d'un cash flow libre élevé**.

Saint-Gobain confirme ses objectifs pour l'année 2019 et anticipe pour le second semestre une progression du résultat d'exploitation à structure et taux de change comparables par rapport au second semestre 2018.

Calendrier financier

- Une réunion d'information pour les analystes et investisseurs aura lieu le *26 juillet 2019 à 8h30* (heure française). Elle sera retransmise en direct sur le site internet de Saint-Gobain :

www.saint-gobain.com/

- Chiffre d'affaires des neuf mois 2019 : *24 octobre 2019*, après bourse.

Contacts analystes, investisseurs		Contacts presse	
Vivien Dardel	+33 1 47 62 44 29	Laurence Pernot	+33 1 47 62 30 10
Floriana Michalowska	+33 1 47 62 35 98	Patricia Marie	+33 1 47 62 51 37
Christelle Gannage	+33 1 47 62 30 93	Susanne Trabitzzsch	+33 1 47 62 43 25

Les indicateurs **croissance interne** et **variation à données comparables du chiffre d'affaires ou du résultat d'exploitation** reflètent la performance organique en excluant l'impact :

- des variations de périmètre, en calculant les indicateurs de l'exercice considéré sur la base du périmètre de consolidation de l'exercice précédent (effet de périmètre)
- des variations de taux de change, en calculant les indicateurs de l'exercice considéré et ceux de l'exercice précédent sur la base des taux de change identiques de l'exercice précédent (effet de change)
- des changements dans les principes comptables applicables

Tous les indicateurs de ce communiqué (non définis en notes de bas de page) font l'objet d'une explication dans les notes aux états financiers du rapport financier semestriel, disponible en suivant le lien ci-contre : <https://www.saint-gobain.com/fr/finance/information-reglementee/rapport-financier-semestriel>

Le glossaire ci-dessous indique dans quelle note du rapport financier semestriel est défini chaque indicateur.

Glossaire :

Autofinancement	Note 4
Endettement net	Note 9
EBITDA	Note 4
Pertes et profits hors exploitation	Note 4
Résultat d'exploitation	Note 4
Résultat financier	Note 9
Résultat net courant	Note 4
Résultat opérationnel	Note 4
Besoin en fonds de roulement	Note 4

Avertissement important - déclarations prospectives :

Ce communiqué contient des déclarations prospectives relatives à la situation financière, aux résultats, aux métiers, à la stratégie et aux perspectives de Saint-Gobain. Ces déclarations prospectives peuvent être généralement identifiées par l'utilisation des termes « s'attendre à », « anticiper », « croire », « avoir l'intention de », « estimer » ou « planifier », ainsi que par d'autres termes similaires. Bien que Saint-Gobain estime que ces déclarations prospectives reposent sur des hypothèses raisonnables à la date de publication du présent document, les investisseurs sont alertés sur le fait qu'elles ne constituent pas des garanties quant à sa performance future. Les résultats effectifs peuvent être très différents des déclarations prospectives en raison d'un certain nombre de risques, connus ou inconnus, d'incertitudes et d'autres facteurs, dont la plupart sont difficilement prévisibles et généralement en dehors du contrôle de Saint-Gobain, et notamment les risques décrits dans la section « Facteurs de Risques » du Document de Référence de Saint-Gobain disponible sur son site Internet (www.saint-gobain.com). En conséquence, toute précaution doit être prise dans l'utilisation de ces déclarations prospectives. Ce document contient des informations prospectives qui ne peuvent s'apprécier qu'au jour de sa diffusion. Saint-Gobain ne prend aucun engagement de compléter, mettre à jour ou modifier ces déclarations prospectives en raison d'une information nouvelle, d'un événement futur ou de toute autre raison.

Ce communiqué ne constitue ni une offre d'achat ou d'échange, ni une sollicitation d'une offre de vente ou d'échange d'actions ou autres titres de Saint-Gobain.

Pour toute information complémentaire, se reporter au site internet www.saint-gobain.com.

ETATS FINANCIERS CONSOLIDES RESUMES

30 juin 2019



DIRECTION DE LA CONSOLIDATION REPORTING GROUPE

SOMMAIRE DETAILLE

COMPTES CONSOLIDES SEMESTRIELS RESUMES 2019	2
BILAN CONSOLIDE	2
COMPTE DE RESULTAT CONSOLIDE	3
ETAT DES PRODUITS ET DES CHARGES COMPTABILISES	4
TABLEAU CONSOLIDE DES FLUX DE TRESORERIE	5
TABLEAU DE VARIATION DES CAPITAUX PROPRES CONSOLIDES	6
NOTES ANNEXES AUX COMPTES CONSOLIDES SEMESTRIELS RESUMES	7
NOTE 1 Principes comptables	7
1.1. Référentiel appliqué.....	7
1.2. Estimations et hypothèses.....	8
NOTE 2 Périmètre de consolidation	8
2.1. Principes comptables liés au périmètre de consolidation.....	8
2.2. Evolution du périmètre de consolidation.....	8
2.3. Actifs et passifs détenus en vue de la vente.....	9
2.4. Evolution du nombre de sociétés consolidées.....	10
NOTE 3 Incidence des nouvelles normes	10
3.1. Méthodes comptables appliquées depuis le 1 ^{er} janvier 2019.....	10
3.2. Impacts sur les états financiers consolidés.....	11
NOTE 4 Eléments courants de l'activité opérationnelle	13
4.1. Eléments du compte de résultat.....	13
4.2. Informations sectorielles.....	14
4.3. Indicateurs de performance.....	15
4.4. Besoin en fonds de roulement.....	16
4.5. Engagements hors bilan liés aux activités opérationnelles.....	18
NOTE 5 Charges et avantages au personnel	18
5.1. Provisions pour retraites et avantages au personnel.....	18
5.2. Paiements en actions.....	20
NOTE 6 Immobilisations incorporelles, corporelles et droits d'usage	22
6.1. Ecarts d'acquisition.....	22
6.2. Autres immobilisations incorporelles.....	23
6.3. Immobilisations corporelles.....	23
6.4. Droits d'usage relatifs aux contrats de location.....	23
6.5. Suivi de la valeur.....	23
NOTE 7 Autres actifs non courants	24
NOTE 8 Autres provisions et passifs courants et non courants, passifs éventuels et litiges	25
8.1. Provisions pour autres passifs.....	25
8.2. Passifs éventuels et litiges.....	25
NOTE 9 Financement et instruments financiers	29
9.1. Résultat financier.....	29
9.2. Endettement net.....	29
9.3. Instruments financiers.....	32
9.4. Actifs et passifs financiers.....	34
NOTE 10 Capitaux propres et résultat par action	34
10.1. Capitaux propres.....	34

10.2.	Résultat par action	35
NOTE 11	Impôts	35
11.1.	Impôts sur les résultats	35
11.2.	Impôts différés	36
NOTE 12	Evènements postérieurs à la clôture	36

COMPTES CONSOLIDES SEMESTRIELS RESUMES 2019

BILAN CONSOLIDE

<i>(en millions d'euros)</i>	30 juin 2019	31 déc. 2018 retraité*	1 ^{er} janvier 2018 retraité*
Actif			
Ecart d'acquisition	10 022	9 990	10 575
Autres immobilisations incorporelles	2 555	2 526	2 603
Immobilisations corporelles	11 399	11 253	11 516
Droits d'usage relatifs aux contrats de location	2 595	2 621	2 818
Titres mis en équivalence	424	412	379
Impôts différés actifs	943	860	976
Autres actifs non courants	3 194	2 527	774
Total de l'actif non courant	31 132	30 189	29 641
Stocks	6 530	6 252	6 050
Créances clients	6 116	4 967	5 107
Créances d'impôts courants	258	286	204
Autres créances	1 622	1 608	1 401
Actifs détenus en vue de la vente	836	788	0
Disponibilités et équivalents de trésorerie	3 871	2 688	3 284
Total de l'actif courant	19 233	16 589	16 046
Total de l'actif	50 365	46 778	45 687
Passif			
Capital	2 186	2 186	2 214
Primes et réserve légale	5 606	5 646	5 944
Réserves et résultat consolidés	11 539	11 728	11 925
Ecart de conversion	(1 495)	(1 639)	(1 756)
Réserves de juste valeur	464	(124)	22
Actions propres	(124)	(106)	(123)
Capitaux propres du Groupe	18 176	17 691	18 226
Intérêts minoritaires	358	330	383
Capitaux propres de l'ensemble consolidé	18 534	18 021	18 609
Dettes financières long terme - part long terme	10 340	9 156	7 599
Dettes de loyers long terme - part long terme	2 181	2 210	2 388
Provisions pour retraites et avantages au personnel	2 811	2 525	2 927
Impôts différés passifs	458	449	406
Autres provisions et passifs non courants	1 043	1 034	1 047
Total des dettes non courantes	16 833	15 374	14 367
Dettes financières long terme - part court terme	2 655	1 167	1 049
Dettes de loyers long terme - part court terme	665	683	698
Autres provisions et passifs courants	399	455	401
Dettes fournisseurs	6 273	6 150	6 062
Dettes d'impôts courants	136	104	157
Autres dettes	3 698	3 842	3 824
Passifs détenus en vue de la vente	525	503	0
Emprunts à moins d'un an et banques créditrices	647	479	520
Total des dettes courantes	14 998	13 383	12 711
Total du passif	50 365	46 778	45 687

* Les retraitements sont explicités dans la note 3 « Incidence des nouvelles normes ».

Les notes annexes font partie intégrante des états financiers consolidés.

COMPTE DE RESULTAT CONSOLIDE

<i>(en millions d'euros)</i>	Notes	1 ^{er} semestre 2019	1 ^{er} semestre 2018 retraité*
Chiffre d'affaires et produits accessoires	(4)	21 677	20 787
Coût des produits vendus	(4)	(16 104)	(15 451)
Frais généraux et de recherche	(4)	(3 947)	(3 840)
Quote-part dans les résultats des sociétés mises en équivalence opérationnelles		12	18
Résultat d'exploitation		1 638	1 514
Autres produits opérationnels	(4)	50	199
Autres charges opérationnelles	(4)	(435)	(547)
Résultat opérationnel		1 253	1 166
Coût de l'endettement financier brut		(158)	(140)
Produits de trésorerie et d'équivalents de trésorerie		17	11
Coût de l'endettement financier net hors dettes de loyers		(141)	(129)
Intérêts sur dettes de loyers		(37)	(38)
Coût de l'endettement financier net dettes de loyers incluses		(178)	(167)
Autres produits et charges financiers		(44)	521
Résultat financier	(9)	(222)	354
Quote-part dans les résultats des sociétés mises en équivalence non opérationnelles		1	0
Impôts sur les résultats	(11)	(318)	(266)
Résultat net de l'ensemble consolidé		714	1 254
Résultat net, part du Groupe		689	1 227
Part revenant aux intérêts minoritaires		25	27
Résultat net, part du Groupe par action (en euros)	(10)	1,27	2,23
Nombre moyen pondéré de titres en circulation		542 350 708	549 390 471
Résultat net dilué, part du Groupe par action (en euros)	(10)	1,26	2,22
Nombre moyen pondéré et dilué de titres		545 098 023	552 457 390

* Les retraitements sont explicités dans la note 3 « Incidence des nouvelles normes ».

Les notes annexes font partie intégrante des états financiers consolidés.

ETAT DES PRODUITS ET DES CHARGES COMPTABILISES

<i>(en millions d'euros)</i>	Notes	1 ^{er} semestre 2019	1 ^{er} semestre 2018 retraité*
Résultat net de l'ensemble consolidé		714	1 254
Eléments recyclables en résultat			
Ecart de conversion		149	(180)
Variation de juste valeur des instruments financiers	(9)	(13)	(63)
Impôts sur les éléments recyclables en résultat		3	20
Eléments non recyclables en résultat			
Variation des écarts actuariels	(5)	(283)	341
Impôts sur les éléments non recyclables en résultat	(11)	76	(78)
Variation des actifs en juste valeur par capitaux propres	(7)	601	54
Report variable sur les éléments non recyclables en résultat		0	8
Autres éléments		17	0
Total produits et charges reconnus directement en capitaux propres		550	102
Total des produits et charges de la période		1 264	1 356
Part du Groupe		1 234	1 343
Part des intérêts minoritaires		30	13

* Les retraitements sont explicités dans la note 3 « Incidence des nouvelles normes ».

Les notes annexes font partie intégrante des états financiers consolidés.

TABLEAU CONSOLIDE DES FLUX DE TRESORERIE

<i>(en millions d'euros)</i>	Notes	1 ^{er} semestre 2019	1 ^{er} semestre 2018 retraité*
Résultat net part du Groupe		689	1 227
Part des intérêts minoritaires dans le résultat net	(a)	25	27
Quote-part dans le résultat des sociétés mises en équivalence, nette des dividendes reçus		(10)	(13)
Dotations aux amortissements et dépréciations d'actifs	(4)	795	855
Dotations aux amortissements et dépréciations des droits d'usage	(6)	341	358
Résultat des réalisations d'actifs	(4)	10	9
Résultat exceptionnel SWH/Sika			(781)
Résultats latents liés aux variations de juste valeur et aux paiements en actions		13	3
Retraitement hyperinflation Argentine		10	0
Variation des stocks	(4)	(370)	(444)
Variation des créances clients, des dettes fournisseurs et des autres créances et dettes	(4)	(1 142)	(1 137)
Variation des créances et dettes d'impôt	(4)	19	(7)
Variation des provisions pour autres passifs et des impôts différés	(5)(8)(11)	53	96
Trésorerie provenant de l'activité		433	193
Acquisitions d'immobilisations corporelles [au 1 ^{er} semestre 2019 : (610), au 1 ^{er} semestre 2018 : (561)] et incorporelles	(6)	(682)	(637)
Augmentation (diminution) des dettes sur immobilisations	(4)	(219)	(208)
Acquisitions de titres de sociétés consolidées [au 1 ^{er} semestre 2019 : (137), au 1 ^{er} semestre 2018 : (285)], nettes de la trésorerie acquise		(130)	(250)
Acquisitions d'autres titres de participation		(17)	(1 000)
Augmentation des dettes sur investissements	(8)	3	27
Diminution des dettes sur investissements	(8)	(14)	(9)
Investissements		(1 059)	(2 077)
Cessions d'immobilisations corporelles et incorporelles	(6)	47	36
Cessions de titres de sociétés consolidées, nettes de la trésorerie cédée		70	27
Cessions d'autres titres de participation		2	0
(Augmentation) diminution des créances sur cessions d'immobilisations	(4)	97	0
Désinvestissements		216	63
Augmentation des prêts, dépôts et prêts court terme		(74)	(90)
Diminution des prêts, dépôts et prêts court terme		26	23
Variations des prêts, dépôts et prêts court terme		(48)	(67)
Trésorerie nette dégagée par (ou utilisée par) des opérations d'investissement et désinvestissement		(891)	(2 081)
Augmentation de capital	(a)	154	179
(Augmentation) diminution des actions propres	(a)	(211)	(389)
Dividendes mis en distribution	(a)	(716)	(707)
Transactions avec les actionnaires de la société mère		(773)	(917)
Part des minoritaires dans les augmentations de capital des filiales	(a)	31	3
Acquisitions d'intérêts minoritaires sans prise de contrôle		(4)	(4)
Variation des dettes sur investissements suite aux exercices de put options de minoritaires		(3)	0
Dividendes versés aux minoritaires par les sociétés intégrées	(a)	(23)	(38)
Variation des dividendes à payer		(13)	(1)
Transactions avec les minoritaires		(12)	(40)
Augmentation (diminution) des banques créditrices et autres emprunts à court terme		189	1 035
Augmentation des dettes financières long terme	(b)(9)	2 677	1 297
Diminution des dettes financières long terme	(b)(9)	(32)	(101)
Variations de la dette brute		2 834	2 231
Diminution des dettes de loyers	(b)(9)	(413)	(397)
Variations de la dette brute dettes de loyers incluse		2 421	1 834
Trésorerie nette dégagée par (ou utilisée par) des opérations de financement		1 636	877
Augmentation (diminution) nette de la trésorerie		1 178	(1 011)
Incidence des variations monétaires sur la trésorerie		7	(28)
Incidence des variations de juste valeur sur la trésorerie		4	(4)
Disponibilités et équivalents de trésorerie classés en actifs détenus en vue de la vente	(6)	(6)	0
Disponibilités et équivalents de trésorerie en début de période		2 688	3 284
Disponibilités et équivalents de trésorerie en fin de période		3 871	2 241

* Les retraitements sont explicités dans la note 3 « Incidence des nouvelles normes ».

(a) Se référer au tableau de variation des capitaux propres consolidés.

(b) Y compris primes, prépaiements d'intérêts, frais liés aux émissions obligataires et intérêts sur les dettes de loyers.

Le montant des impôts décaissés s'élève à 285 millions d'euros au premier semestre 2019 (246 millions d'euros au premier semestre 2018), le montant des loyers IFRS 16 décaissés s'élève à 409 millions d'euros au premier semestre 2019 (407 millions d'euros au premier semestre 2018) dont 37 millions d'euros d'intérêts payés sur les dettes de loyers (39 millions d'euros au premier semestre 2018) et les intérêts financiers décaissés nets des encaissements s'élèvent à 130 millions d'euros au premier semestre 2019 (114 millions d'euros au premier semestre 2018).

Les notes annexes font partie intégrante des états financiers consolidés.

TABLEAU DE VARIATION DES CAPITAUX PROPRES CONSOLIDÉS

(en nombre d'actions)		(en millions d'euros)									
Composant le capital	En circulation		Capital	Primes et réserve légale	Réserves et résultat consolidé	Ecart de conversion	Réserves de juste valeur	Actions propres	Capitaux propres du Groupe	Intérêts minoritaires	Capitaux propres de l'ensemble consolidé
553 557 091	550 785 719	Capitaux propres au 31 décembre 2017	2 214	5 944	12 167	(1 756)	22	(123)	18 468	384	18 852
		Retraitements IFRS 9 et IFRS 15*			(24)				(24)		(24)
		Retraitements IFRS 16**			(218)				(218)	(1)	(219)
553 557 091	550 785 719	Capitaux propres au 1 ^{er} janvier 2018 retraité de l'application des nouvelles normes**	2 214	5 944	11 925	(1 756)	22	(123)	18 226	383	18 609
		Retraitement hyperinflation Argentine			(93)	154			61		61
553 557 091	550 785 719	Capitaux propres au 1 ^{er} janvier 2018 retraité	2 214	5 944	11 832	(1 602)	22	(123)	18 287	383	18 670
		Produits et charges reconnus directement en capitaux propres	0	0	291	(166)	(9)	0	116	(14)	102
		Résultat de la période**			1 227				1 227	27	1 254
		Total des produits et des charges de la période	0	0	1 518	(166)	(9)	0	1 343	13	1 356
		Augmentation de capital									
4 932 767	4 932 767	Plan d'Epargne Groupe	20	159					179		179
		Autres							0	3	3
		Dividendes distribués (par action : 1,30 €)			(707)				(707)	(38)	(745)
	(9 398 982)	Actions rachetées						(416)	(416)		(416)
	598 759	Actions revendues			(6)			33	27		27
	(6 000 000)	Actions annulées	(24)	(247)				271	0		0
		Paievements en actions			11				11		11
		Variations de périmètre et autres			(3)				(3)	21	18
552 489 858	546 918 263	Capitaux propres au 30 juin 2018	2 210	5 856	12 645	(1 768)	13	(235)	18 721	382	19 103
		Produits et charges reconnus directement en capitaux propres	0	0	(75)	129	(137)	0	(83)	(4)	(87)
		Résultat de la période**			(830)				(830)	50	(780)
		Total des produits et des charges de la période	0	0	(905)	129	(137)	0	(913)	46	(867)
		Augmentation de capital									
556 595	556 595	Options de souscription d'actions	2	12					14		14
		Autres							0	13	13
		Dividendes distribués (par action : 1,30 €)							0	(17)	(17)
	(4 651 263)	Actions rachetées			(30)			(167)	(197)		(197)
	1 055 672	Actions revendues			6			48	54		54
	(6 461 449)	Actions annulées	(26)	(222)				248	0		0
		Paievements en actions			17				17		17
		Variations de périmètre et autres			(5)				(5)	(94)	(99)
546 585 004	543 879 267	Capitaux propres au 31 décembre 2018 retraité	2 186	5 646	11 728	(1 639)	(124)	(106)	17 691	330	18 021
		Produits et charges reconnus directement en capitaux propres	0	0	(187)	144	588	0	545	5	550
		Résultat de la période			689				689	25	714
		Total des produits et des charges de la période	0	0	502	144	588	0	1 234	30	1 264
		Augmentation de capital									
5 999 997	5 999 997	Plan d'Epargne Groupe	24	130					154		154
		Autres							0	31	31
		Dividendes distribués (par action : 1,33 €)			(716)				(716)	(23)	(739)
	(7 026 064)	Actions rachetées			1			(228)	(227)		(227)
	591 674	Actions revendues						16	16		16
	(6 000 000)	Actions annulées	(24)	(170)				194	0		0
		Paievements en actions			13				13		13
		Variations de périmètre et autres			11				11	(10)	1
546 585 001	543 444 874	Capitaux propres au 30 juin 2019	2 186	5 606	11 539	(1 495)	464	(124)	18 176	358	18 534

* Les retraitements IFRS 9 et IFRS 15 sont explicités dans la note 3 « Incidence des nouvelles normes » des comptes consolidés de 2018.

** Les retraitements IFRS 16 sont explicités dans la note 3 « Incidence des nouvelles normes ».

Les notes annexes font partie intégrante des états financiers consolidés.

NOTES ANNEXES AUX COMPTES CONSOLIDES SEMESTRIELS RESUMES

Les états financiers consolidés reflètent la situation comptable de la Compagnie de Saint-Gobain et de ses filiales (l'ensemble constituant « Le Groupe »), ainsi que les intérêts du Groupe dans les entreprises associées et coentreprises. Ils sont exprimés en euros arrondis au million le plus proche.

Ces états financiers ont été arrêtés le 25 juillet 2019 par le Conseil d'administration.

NOTE 1 PRINCIPES COMPTABLES

Les états financiers consolidés intermédiaires résumés du Groupe Saint-Gobain ont été préparés en conformité avec la norme IAS 34 « Information financière intermédiaire ». Ces états financiers résumés ne comprennent pas l'ensemble des informations demandées pour les états financiers annuels et doivent être lus en relation avec les états financiers du Groupe pour l'exercice clos le 31 décembre 2018. Les états financiers consolidés sont préparés sur la base du coût historique à l'exception des éléments évalués à la juste valeur décrits dans cette annexe.

1.1. Référentiel appliqué

Les états financiers consolidés du Groupe sont établis en conformité avec les normes comptables internationales (« Normes IFRS ») et interprétations telles qu'adoptées par l'Union européenne au 30 juin 2019. Par ailleurs, ces états financiers ont été préparés conformément aux normes IFRS émises par l'*International Accounting Standards Board* (IASB). Les normes adoptées par l'Union Européenne sont consultables sur le site internet de la Commission Européenne : <https://ec.europa.eu/info/law/international-accounting-standards-regulation-ec-no-1606-2002/>.

A l'exception des normes et interprétations adoptées par l'Union européenne et applicables obligatoirement à compter du 1^{er} janvier 2019 (cf. paragraphe 1.1.1) et des méthodes d'évaluation spécifiques aux arrêts intermédiaires (cf. paragraphe 1.2), les règles d'évaluation et principes comptables sont identiques à ceux appliqués par le Groupe pour les états financiers consolidés au 31 décembre 2018.

1.1.1. Normes, interprétations et amendements à des normes existantes d'application obligatoire aux exercices ouverts à compter du 1^{er} janvier 2019

Les normes et amendements suivants, en vigueur depuis le 1^{er} janvier 2019, ont été appliqués aux comptes consolidés établis au 30 juin 2019 :

- IFRS 16 « Contrats de location »

Les principaux impacts, qualitatifs et quantitatifs, induits par l'application de cette norme sont détaillés dans la note 3 « Incidence des nouvelles normes ».

- IFRIC 23 « Incertitude relative aux traitements fiscaux »

L'interprétation d'IFRIC 23 clarifie l'application des dispositions d'IAS 12 « Impôts sur le résultat » concernant la comptabilisation et l'évaluation de l'impôt, lorsqu'une incertitude existe sur le traitement comptable en résultat. Les passifs d'impôts incertains précédemment présentés dans les provisions ont été reclassés dans les dettes d'impôts sur les sociétés.

Le Groupe a choisi d'appliquer la méthode rétrospective simplifiée. L'adoption d'IFRIC 23 n'a pas d'incidence significative sur les comptes consolidés du Groupe.

Les amendements d'application obligatoire concernent :

- Amendements à IAS 19 « Modification, réduction ou liquidation d'un régime » ;
- Amendements à IAS 28 « Intérêts à long terme dans des entreprises associées et des coentreprises » ;
- Amendements à IFRS 9 « Clause de remboursement anticipé prévoyant une compensation négative ».

Ces textes n'ont pas d'impact sur les comptes du Groupe.

Les améliorations annuelles des IFRS – cycle 2015-2017 concernent :

- IFRS 3 « Regroupements d'entreprises » ;
- IFRS 11 « Partenariats » ;
- IAS 12 « Impôts sur le résultat » ;
- IAS 23 « Coûts d'emprunt ».

Ces textes n'ont pas d'impact sur les comptes du Groupe.

1.1.2. Normes, interprétations et amendements à des normes existantes applicables par anticipation aux exercices ouverts à compter du 1^{er} janvier 2019 ou postérieurement

Les nouvelles normes, interprétations et amendements à des normes existantes et applicables aux périodes comptables ouvertes à compter du 1^{er} janvier 2020 ou postérieurement n'ont pas été adoptés par anticipation par le Groupe au 30 juin 2019. Elles concernent :

- Amendements à IAS 1 et IAS 8 « Définition de l'importance relative ».

1.1.3. Hyperinflation en Argentine

La norme IAS 29 « Information financière dans les économies hyperinflationnistes » s'applique aux entités dont la monnaie fonctionnelle est le peso argentin et elle requiert de retraiter les états financiers qui ont été établis selon la convention du coût historique. Le Groupe n'étant pas significativement exposé dans ce pays, il a donc pris l'option de ne pas retraiter les données publiées au titre du premier semestre 2018, et de constater l'ensemble des ajustements au 31 décembre 2018. Ainsi les données comparables du premier semestre 2018 n'incluent pas l'ajustement relatif à l'inflation.

1.2. Estimations et hypothèses

La préparation de comptes consolidés conformes aux normes IFRS nécessite la prise en compte par la Direction d'hypothèses et d'estimations qui affectent les montants d'actifs et de passifs figurant au bilan, les actifs et les passifs éventuels mentionnés dans l'annexe, ainsi que les produits et les charges du compte de résultat. Ces estimations et hypothèses sont effectuées sur la base d'une expérience passée et de divers autres facteurs dans le contexte actuel de l'environnement économique et financier qui rend difficile l'appréhension des perspectives d'activité. Il est possible que les montants effectifs soient différents des estimations et des hypothèses retenues.

Les estimations et hypothèses principales décrites dans cette annexe concernent l'évaluation des engagements de retraites et les paiements en actions (note 5 « Charges et avantages au personnel »), les tests de valeur des actifs (note 6 « Immobilisations incorporelles, corporelles et droits d'usage »), les provisions pour autres passifs (note 8 « Autres provisions et passifs courants et non courants, passifs éventuels et litiges »), la valorisation des instruments financiers (note 9 « Financement et instruments financiers ») et les impôts (note 11 « Impôts »).

Les méthodes d'évaluation appliquées par le Groupe dans les comptes consolidés intermédiaires sont identiques à celles utilisées dans les comptes consolidés au 31 décembre 2018. Les méthodes d'évaluation spécifiques appliquées concernent l'impôt sur le résultat et les avantages au personnel.

NOTE 2 PERIMETRE DE CONSOLIDATION

2.1. Principes comptables liés au périmètre de consolidation

Les états financiers consolidés du Groupe comprennent les comptes de la Compagnie de Saint-Gobain et de toutes ses filiales contrôlées, des sociétés contrôlées conjointement et des sociétés sous influence notable.

2.2. Evolution du périmètre de consolidation

Saint-Gobain a poursuivi une stratégie d'optimisation de son portefeuille. Diverses acquisitions ont été réalisées afin de renforcer le profil du Groupe dans les métiers à haute valeur ajoutée et sur les marchés porteurs. Au cours du premier semestre 2019, le Groupe a réalisé 10 acquisitions de sociétés consolidées pour un montant total de 145 millions d'euros. Saint-Gobain a également procédé à 4 cessions de sociétés consolidées pour un montant total de 83 millions d'euros.

Les principales opérations du premier semestre 2019 sont récapitulées ci-après :

- Le 11 janvier 2019, Saint-Gobain a cédé ses activités de transformation verrières régionales Glassolutions en Norvège et en Suède au fonds d'investissement suédois, Mimir Invest AB ;
- Le 24 avril 2019, Saint-Gobain a finalisé l'acquisition de 100% du capital de Knauf Mexico, société de production et de distribution de plaques de plâtre. Avec ce rachat, Saint-Gobain entre dans le marché de la plaque de plâtre au Mexique et complète ainsi son offre actuelle de plâtre pour la construction et les plafonds ;
- Le 14 mai 2019, Saint-Gobain a finalisé la cession de son activité de grains et poudres en carbure de silicium, au fonds d'investissement OpenGate Capital ;
- Le 28 mai 2019, Saint-Gobain a acquis Pritex, acteur clef dans les solutions acoustiques et thermiques en matériaux polymères composites pour le marché de la mobilité.

Les acquisitions et les cessions du premier semestre 2019 représentent un chiffre d'affaires en année pleine respectivement d'environ 108 millions d'euros et d'environ 168 millions d'euros.

2.3. Actifs et passifs détenus en vue de la vente

La revue exhaustive du portefeuille d'activités en cours de réalisation, annoncée en novembre 2018, a conduit le Groupe à engager un processus de cession des activités suivantes dont les actifs et passifs sont détenus en vue de leur vente au 30 juin 2019 :

- Activité de distribution en Allemagne : le Groupe a conclu un accord en vue de la cession de l'intégralité de sa participation dans la société Saint-Gobain Building Distribution Deutschland (SGBDD) au groupe Stark, un acteur important de la distribution de matériaux de construction en Scandinavie. La réalisation de la transaction est soumise à l'approbation de l'autorité de la concurrence européenne et devrait être effective au second semestre 2019 ;
- Activité de distribution de matériaux de construction Optimera au Danemark : le 19 juin, Saint-Gobain a conclu un accord de cession de l'activité avec Davidsens Tommerhandel ;
- Activité de Travaux Publics : le 18 juillet, Saint-Gobain est entré en négociations exclusives avec le groupe Frans Bonhomme en vue de la cession de la société française Distribution de Matériaux pour les Travaux Publics (DMTP).

Les critères relatifs aux actifs et passifs destinés à être cédés étant remplis (cf. paragraphe 2.1.3 des comptes consolidés 2018), en conséquence, les comptes de bilan des entités concernées ont été regroupés et évalués au 30 juin 2019 conformément aux dispositions de la norme IFRS 5, sur les postes « Actifs et passifs détenus en vue de la vente » du bilan consolidé.

Le détail des actifs et passifs détenus en vue de la vente à la clôture est le suivant :

<i>(en millions d'euros)</i>	30 juin 2019	31 déc. 2018 retraité
Immobilisations incorporelles, corporelles et écarts d'acquisition nets	46	159
Droits d'usage	200	176
Stocks, créances clients, autres créances et autres actifs non courants	575	444
Disponibilités et équivalents de trésorerie	15	9
Actifs détenus en vue de la vente	836	788
Provisions pour retraites et avantages au personnel	94	82
Autres provisions et passifs, courants et non courants	(6)	18
Dettes fournisseurs, autres dettes et autres passifs courants	226	196
Dettes financières, emprunts à moins d'un an et banques créditrices	211	207
Passifs détenus en vue de la vente	525	503
Net des actifs et passifs détenus en vue de la vente	311	285

2.4. Evolution du nombre de sociétés consolidées

Au 30 juin 2019, le nombre de sociétés consolidées est de 871 (869 au 31 décembre 2018) dont 98 (101 au 31 décembre 2018) consolidées selon la méthode de la mise en équivalence et partenariats.

NOTE 3 INCIDENCE DES NOUVELLES NORMES

La présente note décrit les nouvelles méthodes comptables appliquées à compter du 1^{er} janvier 2019, et explique l'incidence sur les états financiers consolidés de l'adoption de la norme IFRS 16, « Contrats de location ».

3.1. Méthodes comptables appliquées depuis le 1^{er} janvier 2019

IFRS 16 « Contrats de location » supprime la distinction entre la location simple et la location financement établie par la norme IAS 17, et prévoit un principe unique de comptabilisation de tous les contrats de location au bilan des preneurs, avec constatation :

- d'un actif représentatif du droit d'usage de l'actif loué pendant la durée du contrat,
- d'une dette au titre de l'obligation de paiement des loyers,
- d'un impact en capitaux propres net des impôts différés.

Au compte de résultat, la charge de loyer est remplacée par :

- l'amortissement du droit d'usage et
- les intérêts sur la dette de loyer.

Le Groupe Saint-Gobain a choisi d'appliquer la norme IFRS 16 selon la méthode rétrospective complète au 1^{er} janvier 2019 (avec effet au 1^{er} janvier 2018) et a retraité l'ensemble de ses contrats de location identifiés préalablement à la mise en œuvre de la norme. L'historique des contrats des entités a été retraité à partir de leur date d'entrée en consolidation dans le Groupe. Pour rappel, les exemptions proposées par la norme et suivies par le Groupe sont les suivantes :

- Contrats de location d'une durée inférieure ou égale à 12 mois ;
- Contrats de location de biens ayant une valeur à neuf individuelle inférieure à 5 000 USD.

- Contrats de location de biens immobiliers

La durée de location des contrats immobiliers correspond à la période non résiliable, complétée le cas échéant des options de renouvellement (ou de résiliation) dont l'exercice par le Groupe est jugé raisonnablement certain (ou non). Le caractère raisonnablement certain de l'exercice des options de renouvellement (ou de résiliation) a été déterminé principalement en fonction de la localisation et des agencements indissociables du bien loué. La position ANC a été retenue pour les baux commerciaux français de type 3/6/9, c'est à dire de limiter la durée du contrat à neuf ans maximum. Le Groupe n'a pas identifié de contrats significatifs dans d'autres pays présentant des caractéristiques comparables.

Le taux d'actualisation utilisé pour calculer la dette de loyer est déterminé, pour un ensemble de 18 pays (dont 13 pays européens), à partir du taux marginal d'endettement du Groupe auquel est ajouté un *spread* défini par pays. Ce taux s'applique à la date de début de contrat ou à la date de décision en cas de renouvellement du contrat.

Le taux implicite n'est appliqué que pour les contrats hors immobilier dès lors que la documentation juridique précise ce taux.

Le Groupe a utilisé la méthode de la durée pour déterminer le taux applicable à chaque contrat.

Concernant la durée d'amortissement des agencements non mobiles, celle-ci ne peut excéder la durée d'amortissement retenue pour le bien loué auquel ils se rattachent.

- Contrats de location de biens autres qu'immobiliers

Les principaux contrats de location identifiés correspondent à des locations de véhicules, de machines et d'équipements de production.

La durée de capitalisation des loyers correspond à la période non résiliable du contrat. En cas d'option de renouvellement, le Groupe a déterminé le caractère raisonnablement certain d'exercice de celle-ci en fonction notamment de la facilité de remplacement et de l'importance critique du bien loué.

Le taux d'actualisation utilisé pour calculer le droit d'utilisation et la dette de loyer est déterminé en suivant la même méthodologie que pour les contrats de biens immobiliers.

D'une manière générale, les contrats intègrent dans leurs caractéristiques les indices d'indexation, cependant la valorisation des droits d'usage est calculée sur la base des *cash-flow* réels.

3.2. Impacts sur les états financiers consolidés

Pour répondre à l'exigence de la norme, les comptes consolidés au 30 juin 2018 ont été retraités. La situation du bilan retraité au 1^{er} janvier ainsi qu'au 31 décembre 2018 est également présentée. Les montants incluent les actifs et passifs des activités détenues en vue de la vente et leurs résultats.

3.2.1. Impacts sur le bilan consolidé

Le tableau suivant présente les impacts de la première application d'IFRS 16 :

<i>(en millions d'euros)</i>	31 déc. 2018 publié	Impact de la norme IFRS 16	31 déc. 2018 retraité	1 ^{er} janvier 2018 publié	1 ^{er} janvier Première application d'IFRS 16	2018 retraité des normes en application
Actif						
Immobilisations incorporelles et corporelles	23 849	(80)	23 769	24 768	(74)	24 694
Droits d'usage relatifs aux contrats de location	0	2 621	2 621	0	2 818	2 818
Actifs financiers et actifs non courants et courants	18 742	(2)	18 740	17 199	0	17 199
Impôts différés actifs	837	23	860	947	29	976
Actifs détenus en vue de la vente	614	174	788	0	0	0
Total de l'actif	44 042	2 736	46 778	42 914	2 773	45 687
Passif						
Total capitaux propres	18 262	(241)	18 021	18 828	(219)	18 609
Dettes financières long terme - part long terme	9 218	(62)	9 156	7 659	(60)	7 599
Dettes de loyers long terme - part long terme	0	2 210	2 210	0	2 388	2 388
Impôts différés passifs	472	(23)	449	427	(21)	406
Provisions et passifs non courants	3 561	(2)	3 559	3 980	(6)	3 974
Total des dettes non courantes	13 251	2 123	15 374	12 066	2 301	14 367
Dettes financières long terme - part court terme	1 184	(17)	1 167	1 064	(15)	1 049
Dettes de loyers long terme - part court terme	0	683	683	0	698	698
Provisions et passifs courants	11 023	7	11 030	10 956	8	10 964
Passifs détenus en vue de la vente	322	181	503	0	0	0
Total des dettes courantes	12 529	854	13 383	12 020	691	12 711
Total du passif	44 042	2 736	46 778	42 914	2 773	45 687

Le Groupe évalue l'impact de la norme IFRS 16 (après retraitement des impacts de la norme IAS 17) à la date de transition sur le montant de la dette de loyers à 3 011 millions d'euros et le montant des droits d'usage à 2 744 millions d'euros.

3.2.2. Impacts sur le compte de résultat consolidé

(en millions d'euros)	1 ^{er} semestre 2018 Impact IFRS			Exercice 2018 Impact IFRS		
	publié	16	retraité	publié	16	retraité
Chiffre d'affaires et produits accessoires	20 787	0	20 787	41 774	0	41 774
Coût des produits vendus	(15 460)	9	(15 451)	(31 172)	15	(31 157)
Frais généraux et de recherche	(3 876)	36	(3 840)	(7 510)	70	(7 440)
Quote-part dans les résultats des sociétés mises en équivalence opérationnelles	18	0	18	30	0	30
Résultat d'exploitation	1 469	45	1 514	3 122	85	3 207
Autres produits opérationnels	198	1	199	435	2	437
Autres charges opérationnelles	(548)	1	(547)	(2 759)	(34)	(2 793)
Résultat opérationnel	1 119	47	1 166	798	53	851
Coût de l'endettement financier brut	(140)	0	(140)	(300)	0	(300)
Produits de trésorerie et d'équivalents de trésorerie	11	0	11	22	0	22
Coût de l'endettement financier net hors dettes de loyers	(129)	0	(129)	(278)	0	(278)
Intérêts sur dettes de loyers	0	(38)	(38)	0	(74)	(74)
Coût de l'endettement financier net dettes de loyers incluses	(129)	(38)	(167)	(278)	(74)	(352)
Autres produits et charges financiers	521	0	521	467	0	467
Résultat financier	392	(38)	354	189	(74)	115
Quote-part dans les résultats des sociétés mises en équivalence non opérationnelles	0	0	0	0	0	0
Impôts sur les résultats	(265)	(1)	(266)	(490)	(2)	(492)
Résultat net de l'ensemble consolidé	1 246	8	1 254	497	(23)	474
Résultat net, part du Groupe	1 219	8	1 227	420	(23)	397
Part revenant aux intérêts minoritaires	27	0	27	77	0	77
Résultat net, part du Groupe par action (en euros)	2,22	0,01	2,23	0,77	-0,04	0,73
Nombre moyen pondéré de titres en circulation	549 390 471	549 390 471	549 390 471	547 105 985	547 105 985	547 105 985
Résultat net dilué, part du Groupe par action (en euros)	2,21	0,01	2,22	0,76	-0,04	0,72
Nombre moyen pondéré et dilué de titres	552 457 390	552 457 390	552 457 390	550 016 438	550 016 438	550 016 438

L'impact annuel pour 2018 sur l'Excédent Brut d'Exploitation est évalué à +787 millions d'euros et à +85 millions d'euros sur le résultat d'exploitation.

3.2.3. Impacts sur le tableau consolidé des flux de trésorerie

(en millions d'euros)	1 ^{er} semestre 2018 Impacts IFRS			Exercice 2018 Impacts IFRS		
	publié	16	retraité	publié	16	retraité
Résultat net part du Groupe	1 219	8	1 227	420	(23)	397
Part des intérêts minoritaires dans le résultat net	27	0	27	77	0	77
Dotations aux amortissements et dépréciations d'actifs	863	(8)	855	3 205	(18)	3 187
Dotations aux amortissements et dépréciations des droits d'usage	0	358	358	0	756	756
Résultat exceptionnel SWH/Sika et divers	(780)	(2)	(782)	(801)	(1)	(802)
Variation du besoin en fond de roulement lié à l'activité	(1 588)	0	(1 588)	(453)	1	(452)
Variation des provisions pour autres passifs et des impôts différés	93	3	96	44	4	48
Trésorerie provenant de l'activité	(166)	359	193	2 492	719	3 211
Investissements	(2 077)	0	(2 077)	(3 423)	0	(3 423)
Désinvestissements	33	30	63	117	35	152
Variations des prêts, dépôts et prêts court terme	(67)	0	(67)	(113)	0	(113)
Trésorerie nette dé gagée par (ou utilisée par) des opérations d'investissement et désinvestissement	(2 111)	30	(2 081)	(3 419)	35	(3 384)
Transactions avec les actionnaires de la société mère	(917)	0	(917)	(1 046)	0	(1 046)
Transactions avec les minoritaires	(40)	0	(40)	(121)	0	(121)
Variations de la dette brute	2 223	8	2 231	1 546	21	1 567
Variations des dettes de loyers	0	(397)	(397)	0	(775)	(775)
Trésorerie nette dé gagée par (ou utilisée par) des opérations de financement	1 266	(389)	877	379	(754)	(375)
Augmentation (diminution) nette de la trésorerie	(1 011)	0	(1 011)	(548)	0	(548)
Incidence des variations monétaires, de juste valeur et actifs en vue de la vente sur la trésorerie	(32)	0	(32)	(48)	0	(48)
Disponibilités et équivalents de trésorerie en début de période	3 284	0	3 284	3 284	0	3 284
Disponibilités et équivalents de trésorerie en fin de période	2 241	0	2 241	2 688	0	2 688

NOTE 4 ELEMENTS COURANTS DE L'ACTIVITE OPERATIONNELLE**4.1. Eléments du compte de résultat**

4.1.1. Résultat opérationnel

Le résultat opérationnel par nature est détaillé ci-dessous :

<i>(en millions d'euros)</i>	1 ^{er} semestre 2019	1 ^{er} semestre 2018 retraité
Chiffre d'affaires et produits accessoires	21 677	20 787
Charges de personnel :		
Salaires et charges sociales	(4 314)	(4 213)
Rémunérations en actions ^(a)	(15)	(18)
Retraites et avantages au personnel ^(a)	(103)	(89)
Dotations aux amortissements	(947)	(949)
Quote-part dans les résultats des sociétés mises en équivalence opérationnelles	12	18
Autres ^(b)	(14 672)	(14 022)
Résultat d'exploitation	1 638	1 514
Autres produits opérationnels ^(c)	50	199
Autres charges opérationnelles ^(a)	(435)	(547)
Autres produits et charges opérationnels	(385)	(348)
Résultat opérationnel	1 253	1 166

^(a) Les rémunérations en actions (charges IFRS 2) et l'évolution de la charge de retraites sont détaillées en note 5 « Charges et avantages au personnel » ;

^(b) Le poste « Autres » du résultat d'exploitation correspond aux coûts des marchandises vendues, rabais fournisseurs et frais de distribution des entités de Distribution Bâtiment ainsi qu'aux frais de transport, coûts des matières premières et autres coûts de production dans les autres entités. Il comprend également les frais de recherche et développement comptabilisés en charges d'exploitation qui s'élèvent à 238 millions d'euros au premier semestre 2019 (231 millions d'euros au premier semestre 2018) ;

^(c) Au premier semestre 2018, les « Autres produits opérationnels » comprenaient principalement l'indemnité compensatrice de 180 millions d'euros au titre de SWH/Sika (cf. note 2 des comptes consolidés 2018).

4.1.2. Autres produits et charges opérationnels

Les autres produits et charges opérationnels sont détaillés ci-dessous :

<i>(en millions d'euros)</i>	1 ^{er} semestre 2019	1 ^{er} semestre 2018 retraité
Charges de restructuration ^(a)	(101)	(142)
Provisions et charges sur litiges ^(b)	(48)	(46)
Autres ^(c)	(19)	135
Pertes et profits hors exploitation	(168)	(53)
Dépréciations d'actifs et autres ^(d)	(207)	(286)
Autres charges opérationnelles ^(e)	(60)	(28)
Autres charges opérationnelles et dépréciations d'actifs	(267)	(314)
Plus-values de cession des actifs immobilisés	50	19
Plus et moins-values de cessions, dépréciations d'actifs, frais d'acquisition de sociétés et compléments de prix	(217)	(295)
Autres produits et charges opérationnels	(385)	(348)

^(a) Au premier semestre 2019, les charges de restructuration sont composées notamment de 26 millions d'euros d'indemnités de départ (65 millions d'euros au premier semestre 2018) ;

^(b) En 2019 comme en 2018, les dotations et reprises de provisions et charges sur litiges, détaillées et commentées en note 8 « Autres provisions et passifs courants et non courants, passifs éventuels et litiges », comprennent essentiellement la charge relative aux litiges amiante ;

^(c) Au premier semestre 2018, le poste « Autres » comprenait notamment l'indemnité compensatrice de 180 millions d'euros au titre de SWH/Sika ;

^(d) Le poste « Dépréciations d'actifs et autres » comporte essentiellement les dépréciations sur les écarts d'acquisition, sur les immobilisations incorporelles et corporelles et sur les droits d'usage des actifs destinés à être cédés, pour un montant de 189 millions d'euros au premier semestre 2019 (215 millions d'euros au premier semestre 2018), les dépréciations d'autres actifs pour un montant de 12 millions d'euros (53 millions d'euros au premier semestre 2018), des frais d'acquisition et des ajustements de prix d'acquisition encourus lors des regroupements d'entreprises pour une charge nette de 6 millions d'euros au premier semestre 2019 (charge nette de 18 millions d'euros au premier semestre 2018) ;

^(e) En 2019 comme en 2018, les autres charges opérationnelles comprennent essentiellement des moins-values de cession et des mises au rebut d'immobilisations.

4.2. Informations sectorielles

En application à la norme IFRS 8, l'information sectorielle suit l'organisation interne du Groupe telle que présentée à la Direction Générale. Le Groupe a choisi de présenter les informations par Segments conformément au *reporting* interne.

Une nouvelle structure organisationnelle et de management est mise en place à compter du 1^{er} janvier 2019. Elle a pour objectif d'intensifier la proximité du Groupe avec ses marchés finaux, en prenant en compte la dimension régionale de la plupart de nos marchés et la dimension mondiale de nos activités les plus innovantes.

La nouvelle structure est de ce fait constituée de cinq ensembles, avec quatre entités régionales et une entité globale Solutions de Haute Performance. L'information sectorielle est présentée par Segments de la façon suivante :

- **Solutions de Haute Performance (SHP)**, qui regroupe les métiers mondiaux de l'activité Matériaux de Haute Performance et Sekurit (Vitrage automobile) ;

Les quatre entités régionales sont les suivantes :

- **Région Europe du Nord**, qui regroupe les pays nordiques, le Royaume-Uni, l'Irlande, la Suisse, l'Allemagne, l'Autriche, Europe de l'Est et la Russie ;
- **Région Europe du Sud – Moyen Orient (MO) & Afrique**, composée de la France, du Benelux, des pays de la Méditerranée, du Moyen-Orient et de l'Afrique ;
- **Région Amériques**, qui comprend l'Amérique du Nord et l'Amérique Latine ;
- **Région Asie Pacifique**, qui inclut l'Asie-Pacifique et l'Inde ;
- **Autres**, comprenant les différentes holdings du Groupe.

Ces cinq Segments remplacent les trois anciens Pôles d'activité.

Les informations sectorielles du 1^{er} semestre 2018 ont été retraitées pour tenir compte de ces réaffectations.

Les données sectorielles des premiers semestres 2019 et 2018 par Segments sont les suivantes :

Premier semestre 2019

<i>(en millions d'euros)</i>	Solutions de Haute Performance**	Europe du Nord	Europe du Sud** - MO & Afrique	Amériques	Asie-Pacifique	Autres*	Total Groupe
Chiffre d'affaires et produits accessoires	3 862	7 726	7 011	2 774	895	(591)	21 677
Résultat d'exploitation	502	460	350	250	85	(9)	1 638
Résultat opérationnel	458	250	309	174	81	(19)	1 253
Résultat des sociétés mises en équivalence	1	4	0	7	1	0	13
Amortissements	170	308	290	116	50	13	947
Dépréciations d'actifs	6	170	13	0	0	0	189
EBITDA	640	738	610	296	131	2	2 417
Investissements incorporels et corporels	165	169	150	122	58	18	682
Autofinancement	474	643	358	220	105	95	1 895

* La colonne " Autres " correspond à l'élimination des opérations intra-Groupe pour le chiffre d'affaires interne et aux holdings pour les autres rubriques.

** Le chiffre d'affaires de la France représente au total 5 787 millions d'euros.

Premier semestre 2018 retraité

(en millions d'euros)	Solutions de Haute Performance**	Europe du Nord	Europe du Sud** - MO & Afrique	Amériques	Asie-Pacifique	Autres*	Total Groupe
Chiffre d'affaires et produits accessoires	3 706	7 459	6 729	2 591	912	(610)	20 787
Résultat d'exploitation	532	388	293	235	85	(19)	1 514
Résultat opérationnel	483	326	139	163	(99)	154	1 166
Résultat des sociétés mises en équivalence	0	4	1	12	1	0	18
Amortissements	163	312	308	106	46	14	949
Dépréciations d'actifs	1	30	133	0	100	0	264
EBITDA	663	667	579	279	47	(5)	2 230
Investissements incorporels et corporels	150	179	144	92	53	19	637
Autofinancement	518	549	335	204	94	66	1 766

* La colonne "Autres" correspond à l'élimination des opérations intra-Groupe pour le chiffre d'affaires interne et aux holdings pour les autres rubriques.

** Le chiffre d'affaires de la France représente au total 5 569 millions d'euros.

4.3. Indicateurs de performance

4.3.1. EBITDA

L'EBITDA s'élève à 2 417 millions d'euros au premier semestre 2019 (2 230 millions d'euros au premier semestre 2018). Son calcul est le suivant :

(en millions d'euros)	1 ^{er} semestre 2019	1 ^{er} semestre 2018 retraité	1 ^{er} semestre 2018 publié
Résultat d'exploitation	1 638	1 514	1 469
Amortissements d'exploitation des immobilisations corporelles et incorporelles	607	592	89
Amortissements d'exploitation des droits d'usage	340	357	601
Pertes et profits hors exploitation*	(168)	(233)	(18)
EBITDA	2 417	2 230	2 159

* hors 180 millions d'euros au premier semestre 2018 au titre de l'indemnité compensatrice de SWH/Sika.

4.3.2. Résultat net courant

Le résultat net courant s'élève à 944 millions d'euros au premier semestre 2019 (809 millions d'euros au premier semestre 2018). Rapporté au nombre moyen pondéré de titres en circulation au 30 juin (542 350 708 actions en 2019, 549 390 471 actions en 2018), il représente un bénéfice net courant par action de 1,74 euro au premier semestre 2019 contre 1,47 euros au premier semestre 2018.

L'écart entre le résultat net et le résultat net courant s'explique de la façon suivante :

(en millions d'euros)	1 ^{er} semestre 2019	1 ^{er} semestre 2018 retraité
Résultat net, part du Groupe	689	1 227
Déduction faite des éléments suivants :		
Résultat de cession d'actifs	(10)	(9)
Dépréciations d'actifs et autres	(207)	(286)
Résultat exceptionnel SWH/Sika		781
Dotation/reprise provisions non récurrentes et autres	(50)	(81)
Impact des minoritaires		1
Impôts sur résultat de cession, dépréciations d'actifs et provisions non récurrentes	12	12
Résultat net courant, part du Groupe	944	809

4.3.3. Autofinancement

L'autofinancement s'élève à 1 895 millions d'euros au premier semestre 2019 (1 766 millions d'euros au premier semestre 2018) et l'autofinancement hors impôts sur résultat de cession et provisions non récurrentes s'élève à 1 883 millions d'euros au premier semestre 2019 (1 754 millions d'euros au premier semestre 2018).

Leur calcul est le suivant :

<i>(en millions d'euros)</i>	1^{er} semestre 2019	1^{er} semestre 2018 retraité
Résultat net, part du Groupe	689	1 227
Part des intérêts minoritaires dans le résultat net	25	27
Quote-part dans le résultat des sociétés mises en équivalence, nette des dividendes reçus	(10)	(13)
Dotations aux amortissements et dépréciations d'actifs	795	855
Dotations aux amortissements et dépréciations d'actifs des droits d'usage	341	358
Résultat de cession d'actifs	10	9
Dotations/reprise provisions non récurrentes	22	81
Résultat exceptionnel SWH/Sika	0	(781)
Résultats latents liés aux variations de juste valeur et aux paiements en actions	13	3
Retraitement hyperinflation Argentine	10	0
Autofinancement	1 895	1 766
Impôts sur résultat de cession, dépréciations d'actifs et provisions non récurrentes	(12)	(12)
Autofinancement hors impôts sur résultat de cession et provisions non récurrentes	1 883	1 754

4.4. Besoin en fonds de roulement

Le besoin en fonds de roulement se compose des éléments suivants :

<i>(en millions d'euros)</i>	30 juin 2019	31 déc. 2018 retraité
Valeur nette des stocks	6 530	6 252
Créances clients valeur nette	6 116	4 967
Autres créances d'exploitation	1 539	1 407
Autres créances hors exploitation	83	201
Autres créances	1 622	1 608
Créances d'impôts courants	258	286
Dettes fournisseurs	6 273	6 150
Autres dettes d'exploitation	3 336	3 284
Autres dettes hors exploitation	362	558
Autres dettes	3 698	3 842
Dettes d'impôts courants	136	104
Besoin en Fonds de Roulement d'Exploitation (lié à l'activité)	4 576	3 192
Besoin en Fonds de Roulement Hors Exploitation (y compris créances et dettes d'impôts courants)	(157)	(175)
Besoin en Fonds de Roulement	4 419	3 017

4.4.1. Stocks

Au 30 juin 2019 et 31 décembre 2018, les stocks se décomposent comme suit :

<i>(en millions d'euros)</i>	30 juin 2019	31 déc. 2018
Valeur brute		
Matières premières	1 567	1 494
En-cours de production	361	363
Produits finis	5 053	4 849
Valeur brute des stocks	6 981	6 706
Provisions pour dépréciation		
Matières premières	(139)	(149)
En-cours de production	(13)	(13)
Produits finis	(299)	(292)
Provisions pour dépréciation des stocks	(451)	(454)
Valeur nette des stocks	6 530	6 252

La valeur nette des stocks s'élève à 6 530 millions d'euros au 30 juin 2019 comparée à 6 252 millions d'euros au 31 décembre 2018. Les dépréciations de stocks comptabilisées en charges au premier semestre 2019 s'élèvent à 88 millions d'euros (97 millions d'euros au premier semestre 2018). Les reprises de dépréciations de stocks ont été comptabilisées pour un montant de 90 millions d'euros au premier semestre 2019 (89 millions d'euros au premier semestre 2018).

L'augmentation des stocks sur le premier semestre 2019 s'explique principalement par la saisonnalité des activités du Groupe. Pour mémoire, la valeur nette des stocks était de 6 429 millions d'euros au premier semestre 2018.

4.4.2. Créances et dettes d'exploitation et hors exploitation

a) Créances clients et autres créances

Les créances clients et les autres créances se décomposent de la manière suivante :

<i>(en millions d'euros)</i>	30 juin 2019	31 déc. 2018
Valeur brute	6 495	5 347
Provisions pour dépréciation	(379)	(380)
Créances clients	6 116	4 967
Rabais et avances versées aux fournisseurs	647	633
Créances sociales	57	36
Créances fiscales d'exploitation (hors impôts sur les sociétés)	479	478
Créances diverses d'exploitation	364	269
Autres créances hors exploitation et provisions	86	203
Provisions pour dépréciation des autres créances d'exploitation	(8)	(9)
Provisions pour dépréciation des autres créances hors exploitation	(3)	(2)
Autres créances	1 622	1 608

Au premier semestre 2019, la variation des provisions pour dépréciation des créances clients s'explique principalement par des dotations aux provisions de 60 millions d'euros (89 millions d'euros au premier semestre 2018) et des reprises de provisions (que les créances aient été recouvrées ou non) de 62 millions d'euros (62 millions d'euros au premier semestre 2018). Les pertes sur créances clients et sur les créances irrécouvrables s'élèvent à 48 millions d'euros (38 millions d'euros au premier semestre 2018).

La variation à la hausse de la valeur nette des créances clients au cours du premier semestre 2019 s'explique principalement par la saisonnalité des activités du Groupe. Pour mémoire, la valeur nette des créances clients était de 6 189 millions d'euros au premier semestre 2018.

Les créances clients au 30 juin 2019 et 31 décembre 2018 sont détaillées par échéance dans le tableau ci-dessous :

<i>(en millions d'euros)</i>	Valeur brute		Dépréciation		Valeur nette	
	30 juin. 2019	31 déc. 2018	30 juin. 2019	31 déc. 2018	30 juin. 2019	31 déc. 2018
Créances clients non échues	5 247	4 172	(39)	(32)	5 208	4 140
Créances clients échues						
depuis moins d'un mois	525	478	(23)	(22)	502	456
entre un mois et trois mois	197	206	(24)	(25)	173	181
depuis plus de trois mois	526	491	(293)	(301)	233	190
Créances clients échues	1 248	1 175	(340)	(348)	908	827
Créances clients	6 495	5 347	(379)	(380)	6 116	4 967

b) Dettes fournisseurs et autres dettes

Les dettes fournisseurs et les autres dettes se décomposent de la manière suivante :

<i>(en millions d'euros)</i>	30 juin 2019	31 déc. 2018 retraité
Dettes fournisseurs	6 273	6 150
Acomptes reçus et rabais accordés aux clients	1 104	1 161
Fournisseurs d'immobilisations	164	372
Subventions reçues	94	87
Dettes sociales	1 171	1 242
Dettes fiscales (hors impôt sur les sociétés)	595	416
Autres dettes d'exploitation	466	465
Autres dettes hors exploitation	104	99
Autres dettes	3 698	3 842

4.5. Engagements hors bilan liés aux activités opérationnelles

Au 30 juin 2019, les engagements d'achats irrévocables s'élèvent à 1 950 millions d'euros (1 672 millions d'euros au 31 décembre 2018). La variation des engagements d'achats irrévocables (matières premières et services) provient essentiellement d'un contrat de transport maritime, routier et ferroviaire signé par le Gypse au Royaume-Uni.

Dans le cadre des cessions de filiales, le Groupe peut être amené à donner des garanties de passif. Il est constitué une provision chaque fois qu'un risque est identifié et qu'une estimation du coût est possible.

A noter que, suite à l'incendie de la cathédrale de Notre-Dame de Paris le 15 avril 2019, le Groupe a indiqué qu'il mettrait le savoir-faire de ses experts de la verrerie de Saint-Just au service de la rénovation des vitraux de ce monument. Les modalités de ce mécénat de compétences seront définies à un stade plus avancé de la reconstruction.

Les autres engagements ne varient pas.

NOTE 5 CHARGES ET AVANTAGES AU PERSONNEL

5.1. Provisions pour retraites et avantages au personnel

5.1.1. Description des régimes à prestations définies

Les principaux régimes à prestations définies du Groupe sont identiques à ceux mentionnés dans les comptes consolidés du 31 décembre 2018.

5.1.2. Hypothèses de taux

Les hypothèses de mortalité, de rotation du personnel et d'augmentation de salaires tiennent compte des conditions économiques propres à chaque pays ou société du Groupe. Les taux d'actualisation sont établis par zone ou pays sur la base de l'observation des taux obligataires.

Pour la zone euro, deux taux d'actualisation en fonction de la durée des régimes sont déterminés à partir d'un modèle de courbe de taux développé par le Cabinet Mercer : un taux pour les régimes de durée inférieure ou égale à 14 ans, et un taux pour les régimes de durée supérieure à 14 ans.

Les taux utilisés au premier semestre 2019 dans les pays où les engagements du Groupe sont les plus significatifs sont les suivants :

<i>(en pourcentage)</i>	France		Zone euro		Royaume-Uni Etats-Unis	
	Plans à durée courte	Plans à durée longue	Plans à durée courte	Plans à durée longue		
	Taux d'actualisation	1,02%	1,40%	1,02%	1,40%	2,20%
Taux d'inflation	1,50%		1,40 % à 1,80 %		2,10%	2,50%

Les taux utilisés en 2018 dans les pays où les engagements du Groupe sont les plus significatifs étaient les suivants :

<i>(en pourcentage)</i>	France		Zone euro		Royaume-Uni Etats-Unis	
	Plans à durée courte	Plans à durée longue	Plans à durée courte	Plans à durée longue		
	Taux d'actualisation	1,80%	2,15%	1,80%	2,15%	2,80%
Taux de croissance salariale	2,50%		1,60 % à 2,80 %		2,10 % *	3,00%
Taux d'inflation	1,50%		1,40 % à 1,80 %		2,10%	2,50%

* Plafonnement des salaires de référence pour le calcul des droits.

Ces trois zones représentent la quasi-totalité de l'engagement. La mise à jour des taux d'actualisation et des taux d'inflation sur la période a contribué à augmenter l'engagement, et par conséquent la provision, d'un montant de 1 108 millions d'euros dont 8 millions d'euros sur les passifs destinés à être cédés des activités décrites en 2.3.

Les calculs de sensibilité n'ont pas été réactualisés au 30 juin 2019 mais donneraient des résultats peu divergents des analyses figurant dans l'annexe aux comptes consolidés de l'exercice 2018 (note 5 « Effectifs, charges et avantages au personnel »).

Les rendements dégagés sur la quasi-totalité des fonds sont de +957 millions d'euros, soit 825 millions d'euros supérieurs aux rendements prévisionnels, entraînant une diminution de la provision du même montant.

5.1.3. Détail et évolution des engagements de retraites, d'indemnités de départ en retraites et de prévoyance des retraités

5.1.3.1. Valeur nette comptable des provisions

Les provisions pour engagements de retraites et autres engagements sociaux sont constituées de :

<i>(en millions d'euros)</i>	30 juin 2019	31 déc. 2018
Engagements de retraites	1 943	1 732
Indemnités de fin de carrière	424	378
Prévoyance des retraités	303	276
Total des provisions pour engagements de retraites et prévoyance des retraités	2 670	2 386
Couverture médicale	26	27
Incapacité de longue durée	13	11
Autres avantages à long terme	102	101
Provisions pour retraites et avantages au personnel	2 811	2 525

Les provisions pour l'ensemble des autres avantages à long terme s'élèvent à 141 millions d'euros au 30 juin 2019 (139 millions d'euros au 31 décembre 2018).

Le montant des engagements nets de retraites et prévoyance des retraités hors autres avantages à long terme se décompose entre actif et passif de la manière suivante :

<i>(en millions d'euros)</i>	30 juin 2019	31 déc. 2018
Engagements provisionnés - passif	2 670	2 386
Engagements financés d'avance - actif	(189)	(193)
Engagements nets de retraites et prévoyance des retraités	2 481	2 193

5.1.3.2. Evolution des provisions pour retraites et prévoyance des retraités

L'évolution des provisions pour retraites et prévoyance des retraités est la suivante :

<i>(en millions d'euros)</i>	Engagements nets de retraites et prévoyance des retraités
Situation au 31 décembre 2018	2 193
Variations	
Charges opérationnelles	90
Coût des services passés	(1)
Coût financier/rendement calculé des fonds	27
Ecarts actuariels* et plafonnement de l'actif	283
Contributions aux fonds et prestations versées	(98)
Ecarts de conversion	(1)
Evolution du périmètre et reclassements	0
Passifs détenus en vue de vente	(12)
Total des variations de la période	288
Situation au 30 juin 2019	2 481

* L'impact sur les capitaux propres est une diminution de 283 millions d'euros avant impôts (207 millions d'euros nets d'impôts)

5.2. Paiements en actions

5.2.1. Plan d'Epargne du Groupe (PEG)

Au cours du premier semestre 2019, le groupe Saint-Gobain a mis en œuvre un nouveau plan d'épargne Groupe. Les modalités du plan 2019 sont identiques au plan 2018 et sont décrites dans la note 5 « Effectifs, charges et avantages au personnel » des comptes consolidés 2018.

Au premier semestre 2019, le Groupe a émis au titre du PEG 5 999 997 actions nouvelles (4 932 767 actions au premier semestre 2018) de quatre euros de nominal réservées à ses salariés, à un prix moyen de 25,69 euros (36,31 euros au premier semestre 2018) représentant une augmentation de capital de 154 millions d'euros (179 millions d'euros au premier semestre 2018) nette des frais y afférant.

Le montant enregistré en charges aux premiers semestres 2019 et 2018 est de zéro, compte tenu du coût d'inaccessibilité.

Le tableau ci-dessous présente les principales caractéristiques des plans classiques, les montants souscrits et les hypothèses de valorisation pour 2019 et 2018 :

	Exercice 2019	Exercice 2018
Caractéristiques des plans		
Date de l'Assemblée générale	7 juin 2018 (17 ^{ème} résolution)	8 juin 2017 (17 ^{ème} résolution)
Date de décision du Président-Directeur Général arrêtant le prix de souscription	18 mars	19 mars
Maturité des plans (en années)	5 ou 10	5 ou 10
Prix de référence (en euros)	32,11	45,38
Prix de souscription (en euros)	25,69	36,31
Décote faciale (en %)	20,00%	20,00%
Décote totale à la date de décision du Président-Directeur Général (en %) (a)	22,02%	20,76%
Montant souscrit par les salariés (en millions d'euros)	154,1	179,1
Nombre total d'actions souscrites	5 999 997	4 932 767
Hypothèses de valorisation (maturité 5 ans)		
Taux de financement des salariés *	4,85%	4,80%
Taux d'intérêt sans risque	-0,17%	0,09%
Taux de prêt ou d'emprunt des titres (repo)	0,48%	0,34%
Inaccessibilité pour le participant au marché (en %) (b)	22,11%	20,93%
Coût global pour le Groupe (en %) (a-b)	-0,09%	-0,17%

* Une baisse de 0,5 point du taux de financement du salarié n'aurait pas d'incidence significative sur la charge IFRS 2 de 2019.

5.2.2. Plans d'options sur actions

La Compagnie de Saint-Gobain met en œuvre des plans d'options sur actions réservés à certaines catégories de personnel. Sur le premier semestre 2019, aucune attribution n'a été réalisée. La charge IFRS 2 correspondant à l'amortissement des plans attribués antérieurement, s'élève à 1 million d'euros au premier semestre 2019 (1 million d'euros au premier semestre 2018).

5.2.3. Attribution d'actions de performance et d'unités de performance

a) Plans d'attribution d'actions de performance

Des plans d'attribution d'actions de performance ont été mis en œuvre à partir de 2009. Au cours du premier semestre 2019, aucun nouveau plan n'a été mis en œuvre.

Le montant enregistré en charges au premier semestre 2019 au titre de ces plans s'élève à 12 millions d'euros (10 millions d'euros au premier semestre 2018).

b) Plans d'attribution d'unités de performance

Des plans d'attribution d'unités de performance, assujettis à des conditions de présence et de performance, ont été mis en œuvre annuellement entre 2012 et 2015 au profit de certains cadres et dirigeants du Groupe en France. Lesdits plans ne donnent pas lieu à remise d'actions mais donnent à leurs bénéficiaires la possibilité de recevoir à long terme (période d'exercice comprise entre quatre années après la date d'attribution et dix années après cette date) une rémunération en numéraire dont le montant sera déterminé par référence au cours de bourse de l'action Saint-Gobain.

Aucun plan de rémunération à long terme sous la forme d'unités de performance n'a été mis en place au premier semestre 2019.

Le montant enregistré en charges au premier semestre 2019 au titre de ces plans s'élève à 3 millions d'euros (7 millions d'euros au premier semestre 2018).

NOTE 6 IMMOBILISATIONS INCORPORELLES, CORPORELLES ET DROITS D'USAGE

Les variations des écarts d'acquisition, des autres immobilisations incorporelles, des immobilisations corporelles et des droits d'usage au 30 juin 2019 et au 31 décembre 2018 sont analysées ci-dessous :

<i>(en millions d'euros)</i>	Ecarts d'acquisition	Autres immobilisations incorporelles	Immobilisations corporelles	Droits d'usage	Total
Au 31 décembre 2017					
Valeur brute	12 023	4 548	31 922		48 493
Amortissements et dépréciations cumulés	(1 448)	(1 945)	(20 332)		(23 725)
Valeur nette	10 575	2 603	11 590	0	24 768
Retraitements IFRS 16	0	0	(74)	2 818	2 744
Au 1^{er} janvier 2018 retraité					
Valeur brute	12 023	4 548	31 697	6 352	54 620
Amortissements et dépréciations cumulés	(1 448)	(1 945)	(20 181)	(3 534)	(27 108)
Valeur nette	10 575	2 603	11 516	2 818	27 512
Variations					
Acquisitions		189	1 666	730	2 585
Cessions		(24)	(74)	(35)	(133)
Ecarts de conversion	30	(10)	(83)	(19)	(82)
Dotation aux amortissements et dépréciations	(1 116)	(323)	(1 748)	(756)	(3 943)
Actifs détenus en vue de la vente	(4)	(1)	(154)	(175)	(334)
Retraitement hyperinflation Argentine	27	0	31	0	58
Evolution du périmètre et autres variations	478	92	99	58	727
Total des variations de la période	(585)	(77)	(263)	(197)	(1 122)
Au 31 décembre 2018 retraité					
Valeur brute	12 396	4 656	31 825	6 360	55 237
Amortissements et dépréciations cumulés	(2 406)	(2 130)	(20 572)	(3 739)	(28 847)
Valeur nette	9 990	2 526	11 253	2 621	26 390
Variations					
Acquisitions		72	610	355	1 037
Cessions		(3)	(21)	(32)	(56)
Ecarts de conversion	38	1	73	9	121
Dotation aux amortissements et dépréciations	(68)	(74)	(653)	(341)	(1 136)
Actifs détenus en vue de la vente	4	0	92	(26)	70
Retraitement hyperinflation Argentine	8	0	11	0	19
Evolution du périmètre et autres variations	50	33	34	9	126
Total des variations de la période	32	29	146	(26)	181
Au 30 juin 2019					
Valeur brute	12 405	4 755	32 275	6 439	55 874
Amortissements et dépréciations cumulés	(2 383)	(2 200)	(20 876)	(3 844)	(29 303)
Valeur nette	10 022	2 555	11 399	2 595	26 571

6.1. Ecarts d'acquisition

Au premier semestre 2019, les évolutions du périmètre correspondent aux entrées de périmètre concernant l'ensemble des segments (cf. paragraphe 2.2). Les pertes de valeur constatées concernent essentiellement les actifs destinés à être cédés. Les écarts de conversion du premier semestre 2019 incluent principalement les incidences de la variation de change du dollar américain, de la couronne norvégienne, du baht thaïlandais, de la couronne suédoise et du peso argentin.

Les valeurs nettes des écarts d'acquisition par Segments se répartissent comme suit :

<i>(en millions d'euros)</i>	30 juin 2019	31 déc. 2018 retraité
Solutions Haute Performance	1 930	1 873
Europe du Nord	4 357	4 402
Europe du Sud - MO & Afrique	2 135	2 140
Amériques	1 306	1 292
Asie-Pacifique	294	283
Total	10 022	9 990

6.2. Autres immobilisations incorporelles

La ventilation des marques non amortissables figure dans les tableaux d'informations sectorielles en note 4.2 de l'annexe aux comptes consolidés 2018.

6.3. Immobilisations corporelles

L'évolution du périmètre et les autres variations de la période ne sont pas significatives.

6.4. Droits d'usage relatifs aux contrats de location

Le tableau ci-dessous présente les droits d'usage relatifs aux contrats de location par catégorie :

<i>(en millions d'euros)</i>	Terrains et constructions	Matériels et outillages	Total
Au 1^{er} janvier 2018 retraité			
Valeur brute	5 179	1 173	6 352
Amortissements et dépréciations cumulés	(2 972)	(562)	(3 534)
Valeur nette	2 207	611	2 818
Variations			
Nouveaux contrats	495	235	730
Modifications de contrats	25	0	25
Cessions	(29)	(6)	(35)
Ecart de conversion	(16)	(3)	(19)
Dotations aux amortissements et dépréciations	(508)	(248)	(756)
Actifs détenus en vue de la vente	(148)	(27)	(175)
Evolution du périmètre et autres variations	32	1	33
Total des variations de la période	(149)	(48)	(197)
Au 31 décembre 2018 retraité			
Valeur brute	5 207	1 153	6 360
Amortissements et dépréciations cumulés	(3 149)	(590)	(3 739)
Valeur nette	2 058	563	2 621
Variations			
Nouveaux contrats	259	96	355
Modifications de contrats	7	0	7
Cessions	(26)	(6)	(32)
Ecart de conversion	8	1	9
Dotations aux amortissements et dépréciations	(229)	(112)	(341)
Actifs détenus en vue de la vente	(20)	(6)	(26)
Evolution du périmètre et autres variations	(2)	4	2
Total des variations de la période	(3)	(23)	(26)
Au 30 juin 2019			
Valeur brute	5 334	1 105	6 439
Amortissements et dépréciations cumulés	(3 279)	(565)	(3 844)
Valeur nette	2 055	540	2 595

6.5. Suivi de la valeur

Suite à la mise en place de sa nouvelle structure organisationnelle, le Groupe compte désormais 28 UGT contre 30 UGT au 31 décembre 2018.

Au 30 juin 2019, les UGT n'ont pas fait l'objet de test de valeur car aucun indice de perte de valeur n'a été identifié. Au titre des analyses de sensibilité, le Groupe n'anticipe pas de variations significatives par rapport aux estimations du 31 décembre 2018.

NOTE 7 AUTRES ACTIFS NON COURANTS

Les variations des autres actifs non courants sont analysées ci-dessous :

<i>(en millions d'euros)</i>	Titres de participation et autres titres	Prêts, dépôts et cautions	Actifs nets de retraites	Total des autres actifs non courants
Au 31 décembre 2018				
Valeur brute	1 742	625	193	2 560
Provisions pour dépréciation	(28)	(5)		(33)
Valeur nette	1 714	620	193	2 527
Variations				
Augmentations/(diminutions)	50	48	(4)	94
Dotations/reprises des provisions pour dépréciation	0	(2)		(2)
Ecart de conversion	3	2	0	5
Transferts et autres variations	0	3		3
Evolution du périmètre	(38)	2		(36)
Variation de juste valeur	603	0		603
Total des variations de la période	618	53	(4)	667
Au 30 juin 2019				
Valeur brute	2 359	680	189	3 228
Provisions pour dépréciation	(27)	(7)		(34)
Valeur nette	2 332	673	189	3 194

Au premier semestre 2019, la variation de juste valeur des titres de participation et autres titres correspond principalement à celle des titres de participation de SWH/Sika.

NOTE 8 AUTRES PROVISIONS ET PASSIFS COURANTS ET NON COURANTS, PASSIFS EVENTUELS ET LITIGES

8.1. Provisions pour autres passifs

Le détail par nature et l'évolution des autres provisions et passifs courants et non courants sont les suivants :

(en millions d'euros)	Provisions pour litiges	Provisions pour environnement	Provisions pour restructuration	Provisions pour charges de personnel	Provisions pour garantie clients	Provisions pour autres risques	Total des provisions pour autres passifs	Dettes sur investissements	Total
Au 31 décembre 2017									
Part courante	137	30	38	21	102	71	399	13	412
Part non courante	409	124	41	94	96	164	928	125	1 053
Total des provisions pour autres passifs et dettes sur investissements	546	154	79	115	198	235	1 327	138	1 465
Retraitement IFRS 16	0	1	(18)	0	0	0	(17)		(17)
Au 1^{er} janvier 2018 retraité									
Part courante	137	30	27	21	102	71	388	13	401
Part non courante	409	125	34	94	96	164	922	125	1 047
Total des provisions pour autres passifs et dettes sur investissements	546	155	61	115	198	235	1 310	138	1 448
Variations									
Dotations	122	11	148	35	71	51	438		438
Reprises	(3)	(2)	(8)	(14)	(23)	(53)	(103)		(103)
Utilisations	(126)	(13)	(42)	(31)	(54)	(49)	(315)		(315)
Evolution du périmètre	0	2	(32)	0	0	1	(29)		(29)
Autres variations (reclassements et écarts de conversion)	25	0	(4)	(2)	2	(6)	15	35	50
Total des variations de la période	18	(2)	62	(12)	(4)	(56)	6	35	41
Au 31 décembre 2018 retraité									
Part courante	127	28	95	19	102	73	444	11	455
Part non courante	437	125	28	84	92	106	872	162	1 034
Total des provisions pour autres passifs et dettes sur investissements	564	153	123	103	194	179	1 316	173	1 489
Variations									
Dotations	55	7	42	17	34	24	179		179
Reprises	0	(4)	(8)	(5)	(6)	(7)	(30)		(30)
Utilisations	(52)	(4)	(51)	(8)	(19)	(14)	(148)		(148)
Evolution du périmètre	0	0	(1)	0	0	(10)	(11)		(11)
Autres variations (reclassements et écarts de conversion)	3	3	(1)	0	4	(34)	(25)	(12)	(37)
Total des variations de la période	6	2	(19)	4	13	(41)	(35)	(12)	(47)
Au 30 juin 2019									
Part courante	116	29	60	17	109	64	395	4	399
Part non courante	454	126	44	90	98	74	886	157	1 043
Total des provisions pour autres passifs et dettes sur investissements	570	155	104	107	207	138	1 281	161	1 442

8.2. Passifs éventuels et litiges

8.2.1. Droit de la concurrence et procédures liées

8.2.1.1. Enquête de la Commission suisse de la concurrence dans le secteur de la distribution de matériels sanitaires

En novembre 2011, la Commission suisse de la concurrence a ouvert une enquête pour pratiques anticoncurrentielles dans le secteur de la distribution de matériels sanitaires. En mai 2014, le secrétariat de la Commission a adressé une notification de griefs à Sanitas Troesch ainsi qu'à d'autres grossistes du secteur arguant que Sanitas Troesch et certains de ses concurrents se seraient notamment concertés en 2005 et en 2012 sur une baisse des prix « bruts » (« *gross prices* »).

L'amende totale prononcée à l'encontre de toutes les sociétés concernées est de 80 millions de francs suisses. Pour Sanitas Troesch, elle s'élève à 28,5 millions de francs suisses. Sanitas Troesch a fait appel de cette décision le 2 mai 2016. Sanitas Troesch réfute toujours fermement les griefs avancés ; une provision pour litiges a néanmoins été passée au 31 décembre 2015 pour un montant équivalent au montant de l'amende, montant inchangé au 30 juin 2019.

8.2.1.2. Enquête de l'Autorité de la concurrence française dans le secteur des produits d'isolation thermique des bâtiments

Le 6 août 2014, la société Saint-Gobain Isover et la Compagnie de Saint-Gobain (en tant que société-mère du groupe Saint-Gobain) ont reçu une notification de griefs de la part de l'Autorité de la concurrence française. Une audience s'est tenue le 11 mai 2016 au terme de laquelle, compte tenu des arguments développés par Saint-Gobain Isover et la Compagnie de Saint-Gobain, l'Autorité a renvoyé le dossier à l'instruction. En octobre 2018, une deuxième notification des griefs a été adressée à la société Saint-Gobain Isover et à la Compagnie de Saint-Gobain. L'Autorité y retient à l'encontre de ces deux sociétés un grief de concertation entre 2001 et 2013 sur le marché de fabrication des produits d'isolation thermique.

Saint-Gobain Isover et la Compagnie de Saint-Gobain contestent ce grief dans leur réponse à la deuxième notification de grief déposée en janvier 2019.

Sur le plan civil, en mars 2013, la société Actis a assigné Saint-Gobain Isover, le Centre Scientifique et Technique du Bâtiment et le FILMM devant le tribunal de grande instance de Paris pour les conséquences dommageables des faits faisant l'objet de l'enquête de l'Autorité de la concurrence. Par ordonnance en date du 16 décembre 2014, le juge de la mise en état a prononcé un sursis à statuer dans l'attente de la décision de l'Autorité de la concurrence.

8.2.2. Litiges relatifs à l'amiante

8.2.2.1. Litiges français relatifs à l'amiante

a) Actions en reconnaissance de la faute inexcusable

En France, où les sociétés Everite et Saint-Gobain PAM ont exercé dans le passé des activités de fibre-ciment, cinq nouvelles actions individuelles émanant d'anciens salariés de ces sociétés, à raison des maladies professionnelles liées à l'amiante dont ils sont ou ont été atteints, ou de leurs ayants droit, sont venues s'ajouter au premier semestre 2019 à celles engagées depuis 1996. 827 actions au total au 30 juin 2019 ont été ainsi engagées depuis l'origine contre ces deux sociétés en vue d'obtenir une indemnisation complémentaire à la prise en charge par les Caisses d'assurance maladie des conséquences de ces maladies professionnelles.

Sur ces 827 procédures, 790 sont au 30 juin 2019 définitivement terminées tant sur le fond que sur le montant et la prise en charge des indemnisations. Dans ces dossiers, les juridictions ont toutes retenu la responsabilité de l'employeur au titre de la faute inexcusable.

Les indemnisations définitivement versées par Everite et Saint-Gobain PAM l'ont été pour un montant global d'environ 4,6 millions d'euros.

Concernant les 37 actions restant en cours contre Everite et Saint-Gobain PAM au 30 juin 2019, quatre sont terminées sur le fond ainsi que sur la fixation du montant des indemnisations, mais demeurent en cours quant à l'affectation de la charge financière des indemnisations.

Sur les 33 actions restantes, 30 sont, au 30 juin 2019, en cours sur le fond, à différents stades de la procédure : cinq sont en cours de procédure administrative devant des Caisses d'assurance maladie, 25 sont pendantes devant des tribunaux de grande instance, lesquels sont depuis le 1^{er} janvier 2019 compétents en lieu et place des tribunaux des affaires de sécurité sociale, ou des cours d'appel. Les trois dernières actions ont fait l'objet d'une radiation d'instance, les demandeurs pouvant en solliciter le rétablissement à tout moment pendant un délai de deux ans à compter de la décision prononçant la radiation.

Par ailleurs, 245 actions de même nature ont été au total, au 30 juin 2019, engagées depuis l'origine par des salariés, anciens salariés ou leurs ayants droit, de 13 sociétés françaises du Groupe (hors actions engagées contre les sociétés ne faisant plus partie du Groupe) qui avaient notamment utilisé des équipements de protection en amiante destinés à les protéger de la chaleur des fours.

Au 30 juin 2019, 214 procédures étaient définitivement terminées, 131 d'entre elles s'étant soldées par des décisions ayant retenu la faute inexcusable de l'employeur.

A cette même date, les indemnisations définitivement versées par ces sociétés l'ont été pour un montant global d'environ 7,25 millions d'euros.

S'agissant des 31 actions restant en cours au 30 juin 2019, cinq en sont encore au stade de l'instruction par la Caisse d'assurance maladie, 24 sont en cours sur le fond dont 22 pendantes devant des tribunaux de grande instance et deux devant des cours d'appel. Une action est terminée sur le fond mais demeure pendante concernant l'affectation de la charge financière des indemnisations. Enfin, une dernière action a fait l'objet d'une radiation d'instance, le demandeur pouvant en solliciter le rétablissement à tout moment pendant un délai de deux ans à compter de la décision prononçant cette radiation.

b) Actions en réparation du préjudice d'anxiété

Par ailleurs, huit sociétés françaises du Groupe qui, pour six d'entre elles, exploitent ou ont exploité en France des établissements « classés amiante » font l'objet d'actions judiciaires en dommages-intérêts de nature différente des actions visées ci-dessus.

Par établissements « classés amiante », il faut entendre des établissements industriels, fermés ou en activité, qui ont dans le passé, soit fabriqué des matériaux contenant de l'amiante, soit utilisé des équipements de protection et d'isolation en amiante et qui sont inscrits par arrêté ministériel sur la liste des établissements ouvrant droit, pour les salariés y travaillant ou y ayant travaillé au bénéfice de l'allocation de cessation anticipée d'activité des travailleurs de l'amiante (ACAATA).

Il s'agit d'actions, 824 au total au 30 juin 2019, engagées par des salariés ou anciens salariés non atteints de maladie professionnelle due à l'amiante, bénéficiaires ou non de l'ACAATA, en vue d'obtenir l'indemnisation d'un préjudice d'anxiété ayant pour origine leur prétendue exposition à l'amiante. Sur ces 824 procédures, 720 sont définitivement terminées et le montant global des indemnisations s'élève au 30 juin 2019 à 7,6 millions d'euros. Les 104 actions restantes sont pendantes devant les conseils de prud'hommes ou les cours d'appel compétents.

Il est précisé que les chiffres ci-dessus n'incluent pas les actions engagées contre les sociétés ne faisant plus partie du Groupe.

8.2.2.2. Litiges américains relatifs à l'amiante

Aux États-Unis, plusieurs activités du Groupe qui ont dans le passé fabriqué des produits ayant contenu de l'amiante tels que des tuyaux en fibre-ciment, des produits de toiture ou des isolants spéciaux, font l'objet d'actions judiciaires en dommages-intérêts, le cas échéant en dommages punitifs, de personnes autres que leurs salariés ou anciens salariés à raison d'une exposition alléguée à ces produits sans que, dans de nombreux cas, ne soient démontrées ni une exposition spécifique à un ou plusieurs produits donnés, ni une maladie ou une incapacité physique particulière. La grande majorité de ces actions vise le plus souvent simultanément de très nombreuses autres entreprises extérieures au Groupe qui ont été fabricants, distributeurs, installateurs ou utilisateurs de produits ayant contenu de l'amiante.

Aux États-Unis, le nombre estimé de nouveaux litiges liés à l'amiante mettant en cause CertainTeed au cours du premier semestre 2019 s'élève à environ 1 300. En 12 mois glissants, le flux de nouvelles plaintes est stable à 2 600 environ à fin juin 2019 par rapport à fin décembre 2018 (2 600).

Environ 1 200 litiges ont fait l'objet d'une transaction durant les six premiers mois de l'exercice 2019, ce qui porte le stock de litiges en cours au 30 juin 2019 à environ 32 700, niveau proche de celui du 31 décembre 2018 (32 600) et en baisse par rapport au 31 décembre 2017 (34 300).

Une provision complémentaire estimée de 51 millions de dollars est enregistrée dans les comptes consolidés au 30 juin 2019 pour faire face aux litiges mettant en cause CertainTeed. Comme chaque année depuis 2002, il sera procédé à une évaluation précise de la provision nécessaire pour la clôture des comptes annuels.

Le montant total des indemnisations payées au titre des plaintes déposées contre CertainTeed, (correspondant pour partie à des litiges ayant fait l'objet d'une transaction avant le 30 juin 2018 mais pour lesquels les indemnisations n'ont été versées qu'au cours des 12 derniers mois et pour partie à des litiges entièrement réglés et indemnisés au cours des 12 derniers mois), ainsi que des indemnisations versées au cours des 12 derniers mois par les autres activités du Groupe aux États-Unis impliquées dans des actions judiciaires liées à l'amiante, s'est élevé à 69 millions de dollars (contre 67 millions de dollars pour l'année 2018).

8.2.2.3. Situation au Brésil

Au Brésil, les anciens salariés de Brasilit qui sont atteints de maladies professionnelles liées à l'amiante se voient proposer, selon les cas, soit une indemnisation exclusivement pécuniaire, soit une assistance médicale à vie assortie d'une indemnisation. Environ 1 200 accords ont ainsi été conclus jusqu'à ce jour.

Deux actions collectives ont été engagées en 2017 à l'encontre de Brasilit par deux associations de défense d'anciens salariés ayant été exposés à l'amiante dans les établissements de São Caetano (État de São Paulo) et de Recife (État de Pernambuco) en vue d'obtenir une révision de l'assistance médicale et des indemnisations pécuniaires. Ces actions sont à un stade très préliminaire à ce jour.

Brasilit fait l'objet de contrôles du ministère du Travail et continue de se conformer à l'ensemble de ses obligations légales en matière d'assistance médicale de ses salariés et anciens salariés.

En novembre 2017, la Cour suprême du Brésil a décidé d'interdire définitivement l'usage de l'amiante dans l'ensemble du pays. Brasilit a volontairement cessé de l'utiliser dès 2002.

8.2.3. Litiges environnementaux

- Procédures PFOA aux Etats-Unis

Des teneurs en PFOA (acide perfluoro-octanoïque) supérieures à celles recommandées par l'Agence de Protection de l'Environnement (EPA) et des agences locales de santé américaines ont été détectées dans les réseaux d'eau des localités et les puits privés proches des sites de SG PPL à Hoosick Falls (État de New York), à Merrimack (New Hampshire) et de deux anciens sites à North Bennington (Vermont) aux États-Unis. Le PFOA et le PTFE (polytétrafluoroéthylène) n'ont jamais été produits sur ces sites. SG PPL utilise le PTFE comme matière première qu'elle acquiert auprès de fournisseurs tiers ; le PTFE contenait par le passé des traces de PFOA.

De manière volontaire, SG PPL a fourni de l'eau potable en bouteille aux habitants de ces trois localités, a installé des systèmes de purification aux points de sortie d'eau pour les habitants et entreprises des localités de Hoosick Falls et North Bennington, a installé des systèmes de filtration de carbone sur le réseau d'eau de Hoosick Falls et a accepté de financer l'installation d'un système de filtration de carbone sur le réseau d'eau de Merrimack Valley. En outre, SG PPL a financé de manière volontaire la construction, achevée pour partie, de raccordements au réseau d'eau de certains habitants des localités de Merrimack et de Bennington. Des analyses sont en cours et la responsabilité de SG PPL en matière de dépollution et de mise en place de systèmes de purification d'eau sur ces sites n'a pas encore été établie. SG PPL a conclu des accords (consent orders) avec les agences environnementales des États de New York en 2016, du Vermont en 2017 et 2019 relativement à deux sites différents, et du New Hampshire en 2018, aux termes desquels elle a accepté de finaliser des enquêtes, de mettre en œuvre des mesures de remédiation provisoires ou définitives sur ses sites actuels et anciens, sans préjuger d'une quelconque responsabilité de SG PPL, et, en ce qui concerne les États du Vermont et du New Hampshire, de financer la construction de réseaux d'eau. Une telle responsabilité, si elle était établie, pourrait être en partie partagée avec d'autres parties prenantes s'agissant notamment du site de Hoosick Falls.

Des actions en réparation de préjudices économiques et de santé en lien avec le PFOA ont été intentées devant les juridictions civiles des États de New York, du New Hampshire et du Vermont, sous forme, pour certaines, d'actions de groupe. Il est difficile de prévoir l'issue de telles actions ni leur délai, tout comme de savoir si d'autres actions seront intentées contre SG PPL.

Le montant de la provision enregistrée dans les comptes au 30 juin 2019 à ce titre s'élève à 18 millions d'euros.

8.2.4. Autres passifs éventuels

- Incendie de la tour Grenfell au Royaume-Uni

Celotex fournit des matériaux isolants pour des applications destinées au secteur du bâtiment et de la construction.

Des produits isolants de deux gammes Celotex ont été achetés par l'intermédiaire de distributeurs et utilisés dans le cadre de la rénovation de la tour Grenfell, à Londres, en 2015/2016, dont l'un a été utilisé comme composant d'un système de revêtement de façade conçu et installé (par des tiers) sur la façade extérieure de la tour.

A la suite de l'incendie de la tour Grenfell survenu le 14 juin 2017, une commission d'enquête a été constituée qui doit apprécier, entre autres, les modifications apportées au bâtiment dans le cadre de sa rénovation, le rôle joué par les différents professionnels de la construction et les informations fournies par les fabricants des produits utilisés. Une enquête pénale portant sur les circonstances de l'incendie est également en cours.

De nombreuses questions et circonstances nécessitent d'être étudiées de manière approfondie et les conséquences pour Celotex ne seront probablement pas connues avant un certain temps.

Il est difficile de déterminer à ce stade dans quelle mesure Celotex pourrait voir sa responsabilité civile ou pénale engagée du fait de la production, la commercialisation, la fourniture ou l'usage de ses produits.

8.2.5. Principaux risques et incertitudes

Les principaux risques et incertitudes auxquels le Groupe pourrait être confronté au second semestre 2019 sont ceux décrits à la section 1 « Facteurs de risques » du chapitre 6 du document de référence 2018 du 15 mars 2019 déposé auprès de l'Autorité des marchés financiers sous le numéro D.19-0153 (le « Document de Référence 2018 »). Il n'y a pas eu d'évolution significative de ces facteurs de risques au cours du premier semestre 2019.

NOTE 9 FINANCEMENT ET INSTRUMENTS FINANCIERS

9.1. Résultat financier

Le résultat financier comprend le coût de l'endettement financier brut, les produits de trésorerie, les intérêts sur dettes de loyers, le coût net financier des retraites après prise en compte du rendement des fonds et les autres charges et produits financiers.

Le résultat financier des premiers semestres 2019 et 2018 comprend :

<i>(en millions d'euros)</i>	1 ^{er} semestre 2019	1 ^{er} semestre 2018 retraité
Coût de l'endettement financier brut	(158)	(140)
Produits de trésorerie et d'équivalents de trésorerie	17	11
Coût de l'endettement financier net hors dettes de loyers	(141)	(129)
Intérêts sur dettes de loyers	(37)	(38)
Coût de l'endettement financier net total	(178)	(167)
Coût financier des retraites	(157)	(154)
Rendement des fonds	129	125
Coût financier des retraites net	(28)	(29)
Autres charges financières	(50)	(60)
Autres produits financiers*	34	610
Autres produits et charges financiers	(16)	550
Résultat financier	(222)	354

* Dont 601 millions d'euros au premier semestre 2018 au titre de l'opération SWH/Sika et 28 millions d'euros au premier semestre 2019 de dividendes reçus de Sika.

9.2. Endettement net

9.2.1. Emprunts et dettes financières

Les dettes long terme et court terme du Groupe se décomposent comme suit :

<i>(en millions d'euros)</i>	30 juin 2019	31 déc. 2018 retraité*
Emissions obligataires	9 469	8 309
Emprunt perpétuel et titres participatifs	203	203
Titrisation long terme	400	400
Autres passifs financiers à long terme	268	244
Dettes financières long terme - part long terme*	10 340	9 156
Dettes financières long terme - part court terme*	2 655	1 167
Programmes court terme (NEU CP, US CP, Euro CP)	0	0
Titrisation court terme	294	160
Concours bancaires et autres passifs financiers à court terme	353	319
Emprunts à moins d'un an et banques créditrices	647	479
Total dette brute hors dettes de loyers	13 642	10 802
Dettes de loyers	2 846	2 893
Total dette brute	16 488	13 695
Disponibilités sur comptes bancaires	(2 088)	(1 551)
Portefeuille OPCVM et valeurs assimilées	(1 783)	(1 137)
Disponibilités et équivalents de trésorerie	(3 871)	(2 688)
Total endettement net	12 617	11 007

* Les données ont été retraitées des dettes de loyers

La variation de la dette financière à long terme du Groupe, hors dettes de loyers, se décompose comme suit :

<i>(en millions d'euros)</i>	31 déc. 2018					30 juin 2019	
	retraité*	Avec impact sur la trésorerie		Sans impact sur la trésorerie			
		Augmentations	Diminutions	Evolution du périmètre	Ecarts de conversion		Autres
Dettes financières long terme - part long terme	9 156	2 663	(23)	1	2	(1 459)	10 340
Dettes financières long terme - part court terme	1 167	13	(8)	2	1	1 480	2 655
Total dettes financières long terme	10 323	2 677	(32)	3	3	21	12 995

Les principales variations avec impact sur la trésorerie sont détaillées en 9.2.3. La principale variation sans impact de trésorerie « Autres » correspond au reclassement en part court terme des dettes à échéance dans les douze mois.

La juste valeur des dettes brutes à long terme (parts à long et court terme), hors dettes de loyers, gérées par la Compagnie de Saint-Gobain s'élève à 12,9 milliards d'euros au 30 juin 2019 (pour une valeur comptable enregistrée de 12,1 milliards d'euros). La juste valeur des emprunts obligataires correspond à la dernière cotation du marché. Pour les autres emprunts, la valeur de remboursement a été retenue.

9.2.2. Échéancier de la dette brute totale

L'échéancier de la dette brute totale du Groupe au 30 juin 2019 se décompose comme suit :

<i>(en millions d'euros)</i>	Devise	Moins d'un an	De un à cinq ans	Au-delà de cinq ans	Total
Emissions Obligataires	EUR	2 429	4 193	4 666	11 288
	GBP			610	610
Emprunt perpétuel et titres participatifs	EUR			203	203
Titrisation long terme	EUR	100	400		500
Autres passifs financiers à long terme	Toutes devises	18	77	191	286
Intérêts courus dette long terme	Toutes devises	108			108
Total dette long terme		2 655	4 670	5 670	12 995
Total dette court terme	Toutes devises	647	0	0	647
Total dette brute hors dettes de loyers		3 302	4 670	5 670	13 642
Dettes de loyers	Toutes devises	666	1 384	796	2 846
Total dette brute		3 968	6 054	6 466	16 488

9.2.3. Emprunts obligataires

La Compagnie de Saint-Gobain a émis :

- Le 15 mars 2019 :
 - Un emprunt obligataire à taux fixe de 750 millions d'euros avec un coupon de 0,625% à échéance 15 mars 2024 ;
 - Un emprunt obligataire à taux fixe de 750 millions d'euros avec un coupon de 1,875% à échéance 15 mars 2031 ; le nominal de ce dernier a été porté à 1 044 millions d'euros par trois abondements de 124 millions d'euros le 26 mars, 70 millions d'euros le 5 avril et 100 millions d'euros le 15 mai 2019 ;
- Le 22 mars 2019, un placement privé de 750 millions d'euros à taux variable Euribor 3 mois + 0,35%, à échéance 22 mars 2021 ;
- Le 3 mai 2019, un placement privé de 100 millions d'euros à taux fixe avec un coupon de 1,875% à échéance 3 mai 2035.

Ces émissions permettent à Saint-Gobain de combiner allongement de la maturité moyenne de sa dette et optimisation de son coût de financement moyen.

9.2.4. Emprunt perpétuel

En 1985, la Compagnie de Saint-Gobain a émis 25 000 titres perpétuels, de 5 000 écus de nominal, aujourd'hui de 5 000 euros.

Au cours du temps, le Groupe a racheté et annulé 18 496 titres. Le nombre de titres en circulation au 30 juin 2019 est donc de 6 504 pour un montant nominal de 33 millions d'euros.

La rémunération de ces titres est à taux variable (moyenne des taux interbancaires offerts par cinq banques de référence pour des dépôts en euro à six mois).

Ces titres ne sont pas remboursables et leur rémunération est assimilée à des frais financiers.

9.2.5. Titres participatifs

En juin 1983, la Compagnie de Saint-Gobain a émis 1 288 299 titres participatifs de 1 000 francs de nominal, maintenant fixé à 152,45 euros depuis la conversion en euros intervenue en 1999.

Une partie de ces titres a été rachetée au cours du temps ; le nombre de titres encore en circulation au 30 juin 2019 s'élève à 606 883, soit un montant nominal de 92,5 millions d'euros.

La rémunération de ces titres participatifs est comprise entre 75% et 125% du TMO, en fonction des résultats consolidés du groupe Saint-Gobain.

En avril 1984, la Compagnie de Saint-Gobain a également émis 194 633 titres participatifs de 1 000 écus de nominal, aujourd'hui de 1 000 euros.

Une partie de ces titres a été rachetée au cours du temps ; le nombre de titres encore en circulation au 30 juin 2019 s'élève à 77 516, soit un montant nominal de 77,5 millions d'euros.

La rémunération de ces titres participatifs est composée d'une part d'une partie fixe applicable à 60% du montant nominal du titre et rémunérée à 7,5% l'an, et d'autre part d'une partie variable applicable à 40% du montant nominal du titre, liée au bénéfice net consolidé de l'exercice précédent et au taux de référence Libor EUR 6 mois +7/8%.

L'ensemble de ces titres participatifs n'est pas remboursable et leur rémunération est assimilée à des frais financiers.

9.2.6. Programmes de financement

Le Groupe dispose de programmes de financement à moyen et long terme (*Medium Term Notes*) et à court terme (*Commercial Paper*).

La situation de ces programmes s'établit comme suit :

<i>(en millions d'euros)</i>	Tirages autorisés	Limites	Encours au 30 juin 2019	Encours au 31 déc. 2018
		autorisées au 30 juin 2019		
<i>Medium Term Notes</i>		15 000	12 079	9 435
<i>NEU CP</i>	jusqu'à 12 mois	3 000	0	0
<i>US Commercial Paper</i>	jusqu'à 12 mois	879 *	0	0
<i>Euro Commercial Paper</i>	jusqu'à 12 mois	879 *	0	0

* Équivalent à 1 000 millions d'USD sur la base du taux de change au 30 juin 2019.

Conformément aux usages du marché, les tirages de *Negotiable European Commercial Paper (NEU CP)*, *d'US Commercial Paper* et *d'Euro Commercial Paper* sont généralement effectués pour une durée allant d'un à six mois. Compte tenu de leur renouvellement fréquent, ils sont classés dans la dette à taux variable.

9.2.7. Lignes de crédit syndiquées

La Compagnie de Saint-Gobain dispose de deux lignes de crédit sous forme de crédits syndiqués, dont l'objet principal est de constituer une source de financement sécurisée pour le groupe Saint-Gobain (y compris le support éventuel de ses programmes de financement à court terme : *NEU CP*, *US Commercial Paper* et *Euro Commercial Paper*) :

- Un crédit syndiqué de 2,5 milliards d'euros à maturité décembre 2023, avec une option d'extension d'un an ;
- Un autre crédit syndiqué de 1,5 milliard d'euros, également de maturité décembre 2023 avec une option d'extension d'un an.

Au niveau actuel de note de la dette à long terme du groupe Saint-Gobain, ces deux crédits syndiqués ne comportent pas de ratio financier.

Au 30 juin 2019, aucune de ces deux lignes de crédit n'est utilisée.

9.2.8. Titrisation de créances commerciales

Le Groupe dispose de deux programmes de titrisation de créances commerciales, l'un par l'intermédiaire de sa filiale française GIE Point.P Finances, l'autre par l'intermédiaire de sa filiale américaine Saint-Gobain Receivables Corporation.

Le programme français, d'un montant maximal de 500 millions d'euros, s'élève à 500 millions d'euros au 30 juin 2019 comme au 31 décembre 2018. Sur la base de fluctuations saisonnières historiques des créances à céder et des caractéristiques du contrat, 400 millions d'euros ont été classés en part à long terme et le solde est classé en part à court terme.

Le programme américain, d'un montant maximal de 400 millions de dollars, s'élève à une contrevaletur de 294 millions d'euros au 30 juin 2019 contre 160 millions d'euros au 31 décembre 2018.

9.2.9. Dettes garanties par des actifs

Une partie des dettes, pour un montant de 9 millions d'euros au 30 juin 2019, est garantie par des actifs immobilisés (hypothèques et nantissements de titres).

9.2.10. Dettes de loyers

Les méthodes comptables appliquées pour déterminer les dettes de loyers sont décrites dans la note 3.

9.3. Instruments financiers

Le Groupe utilise des instruments financiers dérivés de taux, de change et de matières premières dans le but de couvrir les risques liés aux variations des taux d'intérêt, des devises et des cours des matières premières qui peuvent survenir dans le cadre de ses opérations courantes.

Les principaux instruments dérivés utilisés par le Groupe sont les suivants :

(en millions d'euros)

	Juste valeur		Nominal réparti par échéance					
	Dérivés Actif	Dérivés Passif	30 juin 2019	31 déc. 2018	Moins d'1 an	De 1 à 5 ans	Au-delà de 5 ans	30 juin 2019
Couverture de juste valeur			0	0				0
Couverture de flux futurs								
Change	3	0	3	2	189	0	0	189
Taux	0	(106)	(106)	(85)	0	95	360	455
Energie et matières premières	1	(5)	(4)	(7)	34	16	0	50
Autres risques : actions	0	(5)	(5)	(13)	0	36	14	50
Couverture de flux futurs - total	4	(116)	(112)	(103)	223	147	374	744
Dérivés non qualifiés conclus principalement par la Compagnie de Saint-Gobain								
Change	6	(3)	3	(2)	2 151	0	0	2 151
Taux	0	0	0	0	0	0	0	0
Energie et matières premières	0	0	0	0	0	0	0	0
Dérivés non qualifiés - total	6	(3)	3	(2)	2 151	0	0	2 151
Total	10	(119)	(109)	(105)	2 374	147	374	2 895

9.3.1. Risque de crédit des instruments dérivés

La valorisation du risque de crédit des instruments dérivés est calculée selon la norme IFRS 13 à partir des probabilités de défaut historiques issues des calculs d'une agence de notation de premier plan et d'un taux de recouvrement. Au 30 juin 2019, cette valorisation n'est pas significative.

9.3.2. Impact en capitaux propres des instruments financiers qualifiés en couverture de flux futurs

Au 30 juin 2019, la réserve IFRS de couverture des flux futurs (« *cash flow hedge reserve* » consolidée) représente un solde débiteur de 71 millions d'euros composé principalement :

- d'un montant débiteur de 47 millions d'euros relatif aux *Cross Currency Swaps* qualifiés en couverture de flux futurs permettant la conversion en euro d'un emprunt obligataire en livre sterling ;
- d'un montant débiteur de 23 millions d'euros correspondant à la variation de valeur des couvertures de taux qualifiées en couverture de flux futurs ;
- d'un montant débiteur de 4 millions d'euros correspondant à la variation de valeur des couvertures d'énergie et de matières premières qualifiées en couverture de flux futurs ;
- d'un montant créditeur de 3 millions d'euros correspondant à la variation de valeur des couvertures de change qualifiées en couverture de flux futurs.

Les dérivés qualifiés en couverture de flux futurs ne présentent pas d'inefficacité significative.

9.3.3. Impact en résultat des instruments financiers non qualifiés en couverture de flux futurs

Pour les instruments dérivés qui sont classés dans la catégorie « Actifs et passifs financiers en juste valeur par résultat », la part de juste valeur rapportée au résultat est positive de 3 millions d'euros au 30 juin 2019 (négative de 2 millions d'euros au 31 décembre 2018).

9.3.4. Structure de la dette du Groupe

La moyenne pondérée des taux d'intérêts de la dette brute hors dettes de loyers, aux normes IFRS et après gestion (*Swaps* de change, *swaps* de taux et *Cross Currency Swaps*), s'établit à 2,2% au 30 juin 2019 contre 2,3% au 31 décembre 2018.

Le tableau ci-après présente la répartition par type de taux (fixe ou variable) de la dette brute du Groupe, hors dettes de loyers, au 30 juin 2019 après gestion par des *swaps* de taux, des *swaps* de change et des *Cross Currency Swaps*.

(en millions d'euros)	Dette brute, hors dette de loyer, après gestion		
	Variable	Fixe	Total
EUR	1 137	10 388	11 525
Autres devises	1 573	320	1 893
Total	2 710	10 708	13 418
(en pourcentage)	20%	80%	100%
Intérêts courus et autres passifs financiers			224
Total dette brute hors dettes de loyers			13 642

9.4. Actifs et passifs financiers

Les actifs et passifs financiers ont été classés dans les catégories selon la norme IFRS 9 de la manière suivante :

Au 30 juin 2019

(en millions d'euros)	Notes	Instruments financiers			Coût amorti	Total des instruments financiers	Instruments financiers à la juste valeur selon les hiérarchies IFRS 7			Total des instruments financiers évalués à la juste valeur
		Juste valeur par résultat	Juste valeur par produits et des charges comptabilisés	Juste valeur par autres éléments de l'état des			Données de niveau 1	Données de niveau 2	Données de niveau 3	
Créances clients et autres créances	(4)				7 733	7 733				0
Prêts, dépôts et cautions	(7)				673	673				0
Titres de participation et autres titres	(7)		2 332			2 332	2 286		46	2 332
Instruments dérivés actifs		6	4			10		10		10
Disponibilités et équivalents de trésorerie		1 783			2 088	3 871	1 783			1 783
Total actif		1 789	2 336		10 494	14 619	4 069	10	46	4 125
Dettes fournisseurs et autres dettes	(4)				(9 961)	(9 961)				0
Dettes financières long terme et court terme					(13 538)	(13 538)				0
Dettes de loyers long terme et court terme	(3)				2 846	2 846				0
Instruments dérivés passifs		(3)	(116)			(119)		(119)		(119)
Total passif		(3)	(116)		(20 653)	(20 772)	0	(119)	0	(119)
Total		1 786	2 220		(10 159)	(6 153)	4 069	(109)	46	4 006

Au 31 décembre 2018 retraité

(en millions d'euros)	Notes	Instruments financiers			Coût amorti	Total des instruments financiers	Instruments financiers à la juste valeur selon les hiérarchies IFRS 7			Total des instruments financiers évalués à la juste valeur
		Juste valeur par résultat	Juste valeur par produits et des charges comptabilisés	Juste valeur par autres éléments de l'état des			Données de niveau 1	Données de niveau 2	Données de niveau 3	
Créances clients et autres créances	(4)				6 572	6 572				0
Prêts, dépôts et cautions	(7)				620	620				0
Titres de participation et autres titres	(7)		1 714			1 714	1 685		29	1 714
Instruments dérivés actifs		3	4			7		7		7
Disponibilités et équivalents de trésorerie		1 137			1 551	2 688	1 137			1 137
Total actif		1 140	1 718		8 743	11 601	2 822	7	29	2 858
Dettes fournisseurs et autres dettes	(4)				(9 952)	(9 952)				0
Dettes financières long terme et court terme					(10 718)	(10 718)				0
Dettes de loyers	(3)				(2 893)	(2 893)				0
Instruments dérivés passifs		(5)	(107)			(112)		(112)		(112)
Total passif		(5)	(107)		(23 563)	(23 675)	0	(112)	0	(112)
Total		1 135	1 611		(14 820)	(12 074)	2 822	(105)	29	2 746

NOTE 10 CAPITAUX PROPRES ET RESULTAT PAR ACTION

10.1. Capitaux propres

10.1.1. Capitaux propres

Au 30 juin 2019, le nombre d'actions composant le capital social de la Compagnie de Saint-Gobain est de 546 585 001 actions au nominal de 4 euros (546 585 004 actions au 31 décembre 2018).

10.1.2. Dividendes

L'Assemblée Générale, réunie le 6 juin 2019, a approuvé le dividende proposé au titre de l'exercice 2018, soit 1,33 euro par action.

10.2. Résultat par action

10.2.1. Le calcul du résultat de base par action se détaille comme suit :

	1 ^{er} semestre 2019	1 ^{er} semestre 2018 retraité
Résultat net, part du Groupe (<i>en millions d'euros</i>)	689	1 227
Nombre moyen pondéré de titres en circulation	542 350 708	549 390 471
Résultat net, part du Groupe de base par action (en euros)	1,27	2,23

10.2.2. Résultat dilué par action

Le calcul du résultat dilué par action se détaille comme suit :

	1 ^{er} semestre 2019	1 ^{er} semestre 2018 retraité
Résultat net, part du Groupe (<i>en millions d'euros</i>)	689	1 227
Nombre moyen pondéré et dilué de titres	545 098 023	552 457 390
Résultat net, part du Groupe dilué par action (en euros)	1,26	2,22

Le nombre moyen pondéré et dilué de titres est calculé à partir du nombre moyen pondéré de titres en circulation en tenant compte de tous les effets de la conversion des instruments dilutifs existants, c'est-à-dire des plans d'options de souscription ou d'achat d'actions (2 989 titres au 30 juin 2019) et des plans d'attribution d'actions de performance (2 744 326 titres au 30 juin 2019).

NOTE 11 IMPOTS

11.1. Impôts sur les résultats

Conformément à la norme IAS 34, la charge d'impôt comptabilisée est déterminée par référence au taux effectif d'impôt projeté en fin d'année, retraité des éléments ponctuels du semestre.

La réconciliation entre la charge d'impôt théorique et la charge d'impôt réelle a été effectuée sur la base d'un taux d'imposition de 32,02% au premier semestre 2019 et de 34,43% au premier semestre 2018 et s'analyse de la façon suivante :

(<i>en millions d'euros</i>)	1 ^{er} semestre 2019	1 ^{er} semestre 2018 retraité
Résultat net de l'ensemble consolidé	714	1 254
moins :		
Quote-part dans les résultats des sociétés mises en équivalence	13	18
Impôts sur les résultats	(318)	(266)
Résultat des sociétés intégrées avant impôt sur les résultats	1 019	1 502
Taux d'imposition de la France	32,02%	34,43%
Impôt théorique au taux français	(326)	(517)
Incidence du différentiel de taux à l'étranger	74	167
Dépréciations d'actif et plus ou moins-values sur cession d'actif	(58)	104
Non reconnaissance d'impôts différés actifs	(4)	(3)
Crédit d'Impôt Recherche (CIR), Crédit d'Impôt pour la Compétitivité et l'Emploi (CICE) et Cotisation sur la Valeur Ajoutée des Entreprises (CVAE)	(9)	3
Coûts relatifs aux dividendes	(1)	(9)
Autres impôts et reprises provisions	6	(11)
Charge totale d'impôt sur les résultats	(318)	(266)

L'incidence du différentiel de taux d'imposition à l'étranger par rapport au taux en France s'explique par la contribution des pays à taux d'impôt plus faibles. Les principaux pays contributeurs sont l'Allemagne, le Danemark, l'Espagne, les Etats-Unis, la Norvège, la République Tchèque, la Suisse, le Royaume-Uni et la Suède.

11.2. Impôts différés

Au bilan, la variation du montant net des impôts différés actifs et passifs s'explique de la manière suivante :

<i>(en millions d'euros)</i>	Impôts différés actifs/(passifs) nets
au 31 décembre 2017	511
Retraitements IFRS 9 et IFRS 15	9
Retraitements IFRS 16	50
au 1^{er} janvier 2018 retraité	570
(Charges)/produits d'impôts différés	(88)
Variation des impôts différés relatifs aux écarts actuariels IAS 19	(69)
Report variable relatif aux écarts actuariels	(1)
Ecarts de conversion	9
Actifs et passifs détenus en vue de la vente	(20)
Evolution du périmètre et autres variations	10
au 31 décembre 2018 retraité	411
(Charges)/produits d'impôts différés	(14)
Variation des impôts différés relatifs aux écarts actuariels IAS 19	76
Ecarts de conversion	1
Actifs et passifs détenus en vue de la vente	15
Evolution du périmètre et autres variations	(4)
Situation au 30 juin 2019	485

NOTE 12 EVENEMENTS POSTERIEURS A LA CLOTURE

Néant.

COMPAGNIE DE SAINT-GOBAIN

**RAPPORT DES COMMISSAIRES AUX COMPTES
SUR L'INFORMATION FINANCIERE SEMESTRIELLE**

(Période du 1^{er} janvier 2019 au 30 juin 2019)

PricewaterhouseCoopers Audit
Crystal Park
63, rue de Villiers
92208 Neuilly-sur-Seine

KPMG Audit
Tour Egho
2 Avenue Gambetta
CS 60055
92066 Paris La Défense Cedex

RAPPORT DES COMMISSAIRES AUX COMPTES SUR L'INFORMATION FINANCIERE SEMESTRIELLE

(Période du 1^{er} janvier 2019 au 30 juin 2019)

Aux Actionnaires
COMPAGNIE DE SAINT-GOBAIN S.A.
Les Miroirs
18, avenue d'Alsace
92096 La Défense Cedex

Mesdames, Messieurs,

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre Assemblée générale et en application de l'article L.451-1-2 III du Code monétaire et financier, nous avons procédé à :

- l'examen limité des comptes semestriels consolidés résumés de la Compagnie de Saint-Gobain, relatifs à la période du 1^{er} janvier 2019 au 30 juin 2019, tels qu'ils sont joints au présent rapport ;
- la vérification des informations données dans le rapport semestriel d'activité.

Ces comptes semestriels consolidés résumés ont été établis sous la responsabilité du Conseil d'administration. Il nous appartient, sur la base de notre examen limité, d'exprimer notre conclusion sur ces comptes.

I - Conclusion sur les comptes

Nous avons effectué notre examen limité selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Un examen limité consiste essentiellement à s'entretenir avec les membres de la direction en charge des aspects comptables et financiers et à mettre en œuvre des procédures analytiques. Ces travaux sont moins étendus que ceux requis pour un audit effectué selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. En conséquence, l'assurance que les comptes, pris dans leur ensemble, ne comportent pas d'anomalies significatives, obtenue dans le cadre d'un examen limité est une assurance modérée, moins élevée que celle obtenue dans le cadre d'un audit.

Sur la base de notre examen limité, nous n'avons pas relevé d'anomalies significatives de nature à remettre en cause la conformité des comptes semestriels consolidés résumés avec la norme IAS 34 - norme du référentiel IFRS tel qu'adopté dans l'Union européenne relative à l'information financière intermédiaire.

Sans remettre en cause la conclusion exprimée ci-dessus, nous attirons votre attention sur la note 3.1 « Méthodes comptables appliquées depuis le 1^{er} janvier 2019 » de l'annexe des comptes semestriels consolidés résumés qui expose les conséquences de l'adoption au 1^{er} janvier 2019 de la norme IFRS 16 « Contrats de location ».

II - Vérification spécifique

Nous avons également procédé à la vérification des informations données dans le rapport semestriel d'activité commentant les comptes semestriels consolidés résumés sur lesquels a porté notre examen limité. Nous n'avons pas d'observation à formuler sur leur sincérité et leur concordance avec les comptes semestriels consolidés résumés.

Fait à Neuilly-sur-Seine et Paris La Défense, le 25 juillet 2019

Les Commissaires aux Comptes

PricewaterhouseCoopers Audit



Edouard Sattler



Cécile Saint-Martin

KPMG Audit

Département de KPMG S.A.



Pierre-Antoine Duffaud



Bertrand Pruvost



**ATTESTATION DES PERSONNES RESPONSABLES
DU RAPPORT FINANCIER SEMESTRIEL 2019**

J'atteste, à ma connaissance, que les comptes consolidés résumés pour le semestre clos le 30 juin 2019 sont établis conformément aux normes comptables applicables et donnent une image fidèle du patrimoine, de la situation financière et du résultat de la Compagnie de Saint-Gobain et de l'ensemble des entreprises comprises dans la consolidation, et que le rapport semestriel d'activité ci-joint présente un tableau fidèle des événements importants survenus pendant les six premiers mois de l'exercice, de leur incidence sur les comptes, des principales transactions entre parties liées et qu'il décrit les principaux risques et incertitudes pour les six mois restants de l'exercice.

Courbevoie, le 25 juillet 2019

Pierre-André de Chalendar
Président Directeur Général
Compagnie de Saint-Gobain

Sreedhar N.
Directeur financier
Compagnie de Saint-Gobain